

Point inscrit à l'ordre du jour n° 01.00

**Conseil d'administration du 14 mai 2020**

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L712-3.

Moyennant les amendements suivants demandés par Madame Bourmaud :

- **La liste des membres ayant assisté en qualité d'invités, page 3 :**

**Ajout** de « Chloé Bourmaud, représentante syndicale SNESUP » dans les représentants syndicaux.

- **Le point n°5. Liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) et à la prime de responsabilités pédagogique (PRP) et leur taux pour 2019-2020, page 19 :**

➤ **Remplacer**

*« A son sens, ce volant ne sera pas a priori un surcoût comme cela a été indiqué »*

**Par**

*« A son sens, ce volant sera a priori un surcoût comme cela a été indiqué »*

- **Le point n°24. Projet de téléphérique urbain de la CINOR, page 43 :**

➤ **Préciser**

*« Il était prévu une autre réunion avec la préfecture pour échanger sur les questions de sécurité et de sûreté liées au survol du campus, car l'analyse technique interdisait le déplacement et le décalage de la ligne ».*

**Par**

*« Il était prévu une autre réunion d'ici quinze jours avec la préfecture pour échanger sur les questions de sécurité et de sûreté liées au survol du campus, car l'analyse technique interdisait le déplacement et le décalage de la ligne ».*

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière le 07 novembre 2019, annexé.**

**Résultat du vote**

Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

Fait à Saint-Denis le **18 mai 2020**  
Le Président de l'Université de La Réunion

  
Professeur Frédéric MIRANVILLE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE**  
**DU JEUDI 07 NOVEMBRE 2019**

Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 07 novembre 2019 à 10h00, en salle des conseils «Jean-Claude MIRE», sur le campus du Moufia.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 27 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h25. Le conseil d'administration de l'université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

**Points stratégiques, institutionnels et projets :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 04 juillet 2019.
2. Budget rectificatif n°2 – exercice 2019.
3. Réorganisation des services phase II et complément de rémunération exceptionnel associé.
4. Complément de rémunération exceptionnel des personnels non titulaires.
5. Liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) et à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et leur taux pour 2019-2020.
6. Dotations aux laboratoires dans la perspective de la construction du budget initial 2020.
7. Prime d'encadrement doctoral et de recherche – campagne 2020.
8. Désignation des nouveaux membres de l'université au CA de l'établissement public du parc national de La Réunion.
9. Modification des statuts : D2ER et UFR ST.
10. Demandes de financement et labellisation de colloque.
11. Appel à projets : Projet PIA campus des métiers et des qualifications.
12. Projet d'attribution de bourses d'excellence.
13. Programme du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).
14. Programme de soutien au fonctionnement des associations.
15. Règlement intérieur et modification de la composition de la commission carrière des enseignants.

**Points d'organisation et de gestion :**

16. Mise en place du RIFSEEP pour les personnels de bibliothèque.
17. Note de cadrage des missions relevant des services de la direction des ressources humaines.
18. Demande de remise gracieuse – débet agent comptable.
19. Avenants grilles tarifaires 2019-2020 – IAE et SUFP.
20. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

**Points d'information :**

21. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information.
22. Visite HCERES et NOF 2020-2024.
23. Protocole de préfiguration du campus des lumières.
24. Projet de téléphérique urbain de la CINOR.
25. Questions diverses.

**ONT ASSISTÉ AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE**

---

## MEMBRES PRÉSENTS

**Président de l'université de La Réunion :** Frédéric MIRANVILLE.

**Professeurs :** Jean-Pierre CHABRIAT (jusqu'à 17h56) – Nathalie WALLIAN – Matthieu LE CORRE (jusqu'à 16h01).

**Maîtres de conférences et autres enseignants :** Katia ANGUE (à partir de 10h34) – Pascal BARET (jusqu'à 18h02) – Salim LAMRANI (jusqu'à 14h56) – Delphine CONNES – Fabrice VIALE – Chloé BOURMAUD (à partir de 11h17) (absente de 16h43 à 17h28).

**Personnels BIATSS :** Annie DUMONT (jusqu'à 18h07) – Ilias TIMOL – Stéphanie ROBERT (jusqu'à 14h05) – Arsène GARAIOS (à partir de 11h05).

**Usagers :** Samantha POTHIN – Ketty GRONDIN – Alexandros ZAKHARATOS (à partir de 13h57) – Romain BOYER (jusqu'à 12h57) – Ahmed CHAMSI SAID (jusqu'à 13h30) – Stéphane MANANT (à partir de 14h).

**Personnalités extérieures :** Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional (à partir de 10h47) – Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) (jusqu'à 11h) – Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) (jusqu'à 12h20) – Brigitte CHARLES (jusqu'à 17h09).

---

## MEMBRES REPRÉSENTÉS

**Professeurs :** Anne-Sophie TABAU *par* Chloé BOURMAUD (à partir de 11h17) – François TAGLIONI *par* Samantha POTHIN.

**Maîtres de conférences et autres enseignants :** Christel DUBRULLE *par* Jean-Pierre CHABRIAT – Salim LAMRANI *par* Alexandros ZAKHARATOS (à partir de 14h56) – Isabelle FOCK *par* Matthieu LE CORRE.

**Personnels BIATSS :** Jean-Philippe VELIA *par* Frédéric MIRANVILLE – Stéphanie ROBERT *par* Ilias TIMOL (à partir de 14h05) – Arsène GARAIOS *par* Ilias TIMOL (à partir de 12h23) – Yasmine ABDOURAZAK *par* Jean-Pierre CHABRIAT.

**Usagers :** Dany ELISABETH *par* Samantha POTHIN – Maureen SORRES *par* Ahmed CHAMSI SAID.

**Personnalités extérieures :** Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional *par* Katia ANGUE à partir de 14h10 – Alain ARMAND représentant du Conseil départemental *par* Frédéric MIRANVILLE – Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) *par* Katia ANGUE à partir de 11h – Claude-Anne GAUTHIER (IRD) *par* Brigitte CHARLES – Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) *par* Brigitte CHARLES à partir de 12h20.

---

## ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Erwan POLARD, représentant du recteur de l'académie de La Réunion – Gilles LAJOIE, président du Conseil académique – Sophie GEOFFROY, vice-présidente du conseil d'administration en charge de la recherche et de la valorisation – Marceline DUCROCQ-GRONDIN, vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire – Rudrigue SAUTRON, vice-président Etudiant – Olivier SEBASTIEN, vice-président en charge des usages et du développement du numérique – Christophe PORLIER, chargé de mission, université numérique en région - Yoann CHANE-TO, chargé de mission, qualité et conditions de vie au travail – Valère LEE-CHING-KEN, coordonnateur pôle excellence et rayonnement – Aldo JEAN-JACQUES, coordonnateur pôle réussite et vie universitaire – Damien O'Hayon, contrôleur de gestion – Véronique SEBASTIEN, administratrice des systèmes d'information – Jean-Bruno GÉRÉONE, directeur des ressources humaines – Yves LANGEVIN, directeur des finances et de la comptabilité – Juliana M'DOIHOMA, directrice de cabinet de la présidence – Yves DEPIGNY, responsable au service des affaires juridiques et du contentieux – Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

Brigitte GRONDIN-PEREZ, directrice de l'UFR Sciences et technologies – Jean-Michel JAUZE, directeur de l'UFR Lettres et sciences humaines – Azzedine SI MOUSSA, représentant de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation – Pascal PICARD, directeur de l'institut d'administrations des entreprises de La Réunion – Richard LORION, directeur de l'institut universitaire de technologie – Anne-Sylvie PASQUES, directrice du service universitaire de médecine préventive et de prévention de la santé – Joelle MENANT, directrice du service commun de la documentation à partir de 10h20 – Olivier SEBASTIEN, directeur de l'institut indiaoocéanique du numérique (2IN).

Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués – Patrick RIVIERE, représentant syndical SNPTES – Jean-Pierre CHABRIAT, représentant syndical SUP'RECHERCHE, Chloé BOURMAUD, représentante syndicale SNESUP.

-----

Le quorum étant atteint, le Président accueille les administrateurs et déclare la séance ouverte à 10h25. En introduction, il indique la composition des membres à son ouverture : 18 membres présents et 09 représentés, sur 33 membres en exercice.

**Le Président** explique les raisons du report du conseil d'administration initialement prévu le 31 octobre 2019 qui a permis de finaliser le point relatif à la réorganisation, après avoir été sollicité en ce sens. Il rappelle l'ordre du jour qui comporte 25 points et ont été instruits en réunion de bureau de l'établissement le 28 octobre 2019. Avant d'entamer l'ordre du jour, il demande s'il y a des déclarations liminaires.

**Madame Wallian** souhaite que le point 3 relatif à la réorganisation des services phase II et complément de rémunération exceptionnel associé, soit retiré de l'ordre du jour. Elle estime qu'il est prématuré au regard de la légalité de la procédure.

**Le Président** répond que ce sera l'occasion de faire un point sur ce dossier, qui est extrêmement important. Il comprend les inquiétudes que cela peut soulever et indique que des éléments de réponse seront apportés. Il estime nécessaire de le traiter à cette séance car la prochaine sera très chargée dans le cadre du dialogue de gestion avec les différentes structures internes de l'établissement. C'est la raison pour laquelle, il n'est pas possible de reporter ce point.

**Madame Wallian** ne discute pas de l'enjeu stratégique de la restructuration appelée par tous les personnels. Néanmoins, elle informe avoir saisi officiellement Monsieur le Recteur pour la vérification de la légalité de cette procédure.



### **Point n°1. Approbation du procès-verbal de la séance du 04 juillet 2019.**

*Rapporteur : Président.*

**Le Président** aborde le projet du procès-verbal de la séance du 04 juillet 2019 et demande s'il y a des demandes d'interventions.

**Madame Dumont** fait part d'une demande à la page 21, point n°10 relatif à la charte du télétravail au paragraphe « *Annie Dumont fait part d'un regret et indique avoir participé...* » :

➤ **Remplacer**

« *Elle se rend compte qu'à l'université de La Réunion, les personnels sont, selon ses propos, « frileux dans la phase d'expérimentation* ».

**Par**

« *Elle se rend compte que l'université de La Réunion est, selon ses propos, frileuse dans la phase d'expérimentation* ».

Elle considère que ce ne sont pas les personnels mais l'université qui est frileuse dans sa phase d'expérimentation.

Sans autre intervention et avec la prise en compte de cette modification, le Président soumet aux voix.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				27		
Nombre de voix	pour	27	contre	0	abstention(s)	0

### **Point n° 2 : Budget rectificatif n°2 – exercice 2019.**

*Rapporteur : Directeur des finances et de la comptabilité.*

Le présent budget rectificatif est le deuxième de l'exercice 2019. Il vient actualiser le budget rectificatif n°1 2019 voté en conseil d'administration le 7 mars 2019. Il s'inscrit dans une trajectoire classique en termes d'opérations et d'actualisation en cours d'exercice.

Le fonds de roulement est en augmentation (+1,2 M€) et atteint 15,3 M€ au 31/12/2018. Il représente l'équivalent de 50 jours de dépenses courantes (personnel et fonctionnement). Malgré un besoin en fonds de roulement négatif, la trésorerie diminue de 1 M€ mais se maintient à un niveau élevé s'élevant à 16,8 M€ au 31/12/2018.

Ce BR ne comprend pas de crédits nouveaux en recettes comme en dépenses, hormis pour l'opération suivante : Construction de l'UFR SANTE : validation/mise en œuvre de la phase 2, portant le montant total de l'opération à 30 M€ soit 8 M€ de plus (dont 1 M€ au titre d'équipements spécialisés).

Par ailleurs, il a également été intégré dans ce budget rectificatif un réajustement des enveloppes techniques (changements de masse, crédits à ouvrir sur recettes affectées). Il rappelle la fermeture de l'établissement en fin d'année 2018, avec beaucoup de retard dans le paiement et la réception des factures.

Depuis le précédent budget rectificatif voté (BR1), sept décisions budgétaires modificatives ont été prises dans le cadre des délégations du conseil d'administration au Président, accordées le 13/12/2018. Elles ont toutes été présentées pour information, au conseil d'administration du 04 juillet 2019 et sont intégrées dans le budget actualisé de l'établissement.

Le budget de l'établissement (BI + BR1 + BR2) se décompose désormais comme suit :

- DEPENSES : 141 266 K€ d'AE ; 154 824 K€ de CP ;  
- RECETTES : 150 993 K€ de RE ;  
et présente ainsi un solde budgétaire déficitaire de -3 831 K€ (contre -1 325 K€ au BR1).

Ce budget rectificatif ajuste ainsi la situation patrimoniale prévisionnelle et l'évolution des indicateurs financiers comme suit :

- le résultat comptable s'élèverait à - 691 K€ (soit une dégradation de 800 K€) ;
- la capacité d'autofinancement s'élèverait à + 1 109 K€ (même diminution) ;
- le fonds de roulement s'établirait à 13 503 K€ ; ce niveau représenterait l'équivalent de 39 jours de dépenses courantes en personnel et fonctionnement (contre 42 jours au BR1).

Au titre des opérations de ce seul budget rectificatif, la variation de trésorerie se trouve dégradée portant le niveau de trésorerie prévisionnel pour fin 2019 à 13 M€ soit 37 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.

Les prévisions d'exécution pourront faire l'objet d'une révision lors du dernier BR de l'exercice. Dans le cas où le taux d'exécution des dépenses de 2019 suivra la tendance et reproduise celui de 2018 (95%) cela impactera le résultat prévisionnel à la hausse d'environ 500 K€ A suivre au prochain BR.

Les charges de personnel (hors RP et RA) : le montant prévisionnel actualisé de ces dépenses est supérieur aux estimations initiales, sans contrepartie en produits de fonctionnement. Cela s'explique par la non compensation du GVT en 2019, tel que constaté dans la dernière notification de SCSP et confirmé par le ministère. A noter que les recettes nouvelles liées à la loi ORE (675K€ en 2019), si elles ont permis d'ajuster les prévisions de recettes de SCSP inscrites au BI ont été affectées à des dépenses nouvelles validées lors du CA du 7 juin 2019.

Selon l'hypothèse d'une exécution à 100% tant en dépenses qu'en recettes, au regard des enveloppes budgétées et ajustées par le présent budget rectificatif, Le niveau prévisionnel actualisé des restes à payer au 31/12/2019 s'élèvera à 23 M€ (contre 21 M€ au BI), et se déclinera ainsi :

> 8 M€ concernent des engagements hors opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus.

La part de RAP la plus significative se rapporte aux directions du patrimoine et de la logistique hygiène, sécurité, pour un montant total de 2,8 M€.

> 15 M€ concernent des engagements sur opérations pluriannuelles, tous centres financiers confondus.

La part de RAP la plus significative se rapporte aux deux opérations immobilières du CPER, pour un montant total de 9 M€.

L'appréciation de ce niveau prévisionnel au 31/12/2019 est à relativiser car son évolution prévisionnelle sera impactée par le dernier budget rectificatif qui inscrira entre autres la déprogrammation de crédits en 2019 / reprogrammation des crédits en 2020 au titre des opérations pluriannuelles se poursuivant.

Le budget rectificatif n°2 soumis du conseil d'administration comprend les tableaux suivants pour vote :

- le tableau des autorisations d'emplois ;
- le tableau des autorisations budgétaires ;
- le tableau d'équilibre financier ;
- la situation patrimoniale (résultat prévisionnel) ;
- le tableau agrégé des opérations pluriannuelles en dépenses et en recettes.

**Le Président** rappelle la non-compensation du GVT 2019 où le budget initial 2019 avait été voté dans l'hypothèse de cette compensation. Il avait été annoncé au plus haut niveau et réalisé en 2018. Le GVT étant une somme non neutre sur la masse salariale à hauteur de 900K€ non

compensés amène à un budget qui n'était pas en cohérence par rapport à l'initial. Cependant, cet écart a été largement rattrapé par les moyens du Plan étudiants que l'établissement a pu mobiliser mais, il estime que ce n'est pas satisfaisant. Il fait part aux administrateurs d'un courrier à destination du ministère pour demander un accompagnement au moins partiellement sur le GVT 2019, comme cela a été prévu. Il en profite pour dire que bon nombre d'établissements se sont retrouvés à valider un budget initial intégrant le GVT avec une non-compensation.

La prénotification de la subvention pour charge de service public en 2020 intègre les 2 millions d'euros qui avaient été négociés favorablement pour l'établissement. Pour information, il évoque une enveloppe de 50M€ dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion. Les négociations se poursuivent pour avoir des moyens supplémentaires pour porter la nouvelle offre de formation, des projets de recherche ou à l'international.

*Arrivée : Madame Angué à 10h34*

Sans demande d'intervention, le Président soumet aux voix.

<b>Résultat du vote</b>						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				28		
Nombre de voix	pour	21	contre	1	abstention(s)	6

### **Point n°3 : Réorganisation des services phase II et complément de rémunération exceptionnel associé.**

*Rapporteur : Président – les coordonnateurs – le contrôleur de gestion et l'administratrice de systèmes d'information.*

En introduction, le Président accueille les personnes qui ont été recrutées, suite à la validation du conseil d'administration du 13 septembre 2018 relative à la première phase de la réorganisation des services : Valère Lee-Ching-Ken, coordonnateur du pôle excellence et rayonnement, Aldo Jean-Jacques, coordonnateur du pôle réussite et vie universitaire, Damien O'Hayon, contrôleur de gestion et Véronique Sébastien, administratrice du système d'information.

Il excuse la coordonnatrice du pôle éco-campus infrastructure qui est en mission hors département, mais qui a aussi participé à ce dossier avec l'équipe.

Ils se présentent ensuite, à tour de rôle.

Le Président expose le contexte de ces recrutements qui ont eu lieu suite à la phase 1 de la réorganisation. Il rappelle les étapes de ce dossier ouvert qui a débuté depuis juin 2017. Il ajoute que ces éléments de réorganisation sont issus des préconisations de l'AERES dans le rapport de 2014 et de l'IGAENR.

Le rapport sur l'évaluation Hcéres 2019 mentionne explicitement l'importance de finaliser au plus vite cette réorganisation de l'administration générale. Les éléments opérationnels ont démarré avec l'audit d'accompagnement au changement qui avait été lancé dès le recrutement de Madame la directrice générale des services. Cela a permis de faire le constat d'un risque d'essoufflement de l'administration générale de l'établissement, au vu de son organisation. C'est-à-dire vingt-quatre reports directs qui apparaissent à la direction générale des services qui est peu étoffée en termes d'effectifs. Ce qui n'apportait pas une lisibilité parfaite à l'administration de l'établissement et pénalisait le service rendu.

Un deuxième élément de constat, est celui d'un besoin de cohérence, de clarté dans l'organisation de l'administration. Les différents entretiens en direct avec les différents personnels faisaient apparaître des confusions entre les missions des différents services.

Il y a eu en interne un comité technique et un comité de pilotage. Le comité technique représente l'ensemble des cadres et le comité de pilotage représente l'équipe de direction avec un phasage des opérations. Une première phase consistait à regrouper les services en quatre pôles, et une deuxième phase à restructurer à l'intérieur de ces pôles, les différents services et directions.

La phase 1 de la réorganisation a été validée à l'unanimité par le comité technique d'établissement (CTE) en date du 22 juin 2018 et le conseil d'administration (CA) dans sa séance du 13 septembre 2018. La phase 2 a démarré avec le recrutement de l'équipe de coordonnateurs, du contrôleur de gestion et d'administratrice du système d'information avec une préparation qui a été réalisée de février à juillet 2018. Il rappelle que ces recrutements ont eu lieu en interne, dans la mesure du possible.

Lors de cette phase préparatoire, le comité de pilotage a validé l'ensemble des fiches de poste pour la publication. Dès la rentrée universitaire de l'année 2019/2020, les coordonnateurs ont pris leur fonction, à l'exception du pôle réussite et vie universitaire qui avait été infructueux, car la personne s'était désistée par la suite. Il a donc fallu relancer le recrutement sur cette fonction qui s'est faite au 1er octobre 2019.

La soumission aux instances centrales s'est faite dans un délai très court, il en convient avec l'ensemble des membres élus du comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (CHSCT). C'est la raison pour laquelle ayant laissé le temps à la discussion et à la co-construction, les documents n'ont pas pu être présentés suffisamment à l'avance pour le CHSCT. L'avis de ce comité a été unanime le 31 octobre 2019. Ayant eu les éléments très tardivement, il ne souhaitait pas se prononcer sur le document qui lui avait été soumis, faute de temps pour consulter les collègues. Suite au défaut de consultation des collègues, le CHSCT a émis un avis réservé.

Au niveau du CTE qui a eu lieu le 05 novembre 2019, les délais étaient très contraints. Le CTE a signifié être respectueux de l'avis du CHSCT et de partager le fait qu'eux aussi avaient eu des délais très contraints, pour consulter les différents collègues dont ils avaient eu des remontées. De plus, ces collègues n'avaient pas l'assurance d'avoir pris en considération l'ensemble des remontées par rapport à la proposition qui leur avait été faite.

Pour cette raison, ils n'ont pas souhaité siéger et ont quitté la salle sans avoir statué sur les différents points hormis le point « réorganisation », ce qui a fait tomber le quorum. Par conséquent, il était nécessaire de re convoquer l'instance. Entre-temps, ayant pris en considération cet élément de délai, le Président a demandé à l'ensemble des membres du CTE de lui faire remonter les questionnements par rapport à cette réorganisation, ce qui a été fait par un syndicat en amont de la réunion et en séance par deux autres syndicats. Un avis favorable est ressorti de cette discussion. Ce point est maintenant présenté au CA pour ouvrir le débat sur les tenants et les aboutissants de cette réorganisation.

A ce stade, une fois l'organigramme validé, des discussions auront lieu au prochain semestre pour sa mise en œuvre en septembre 2020. Le travail étant fait avec une méthodologie, il ne peut pas considérer que les collègues n'avaient pas l'information ou n'ont pas, à un moment donné, pu s'exprimer : certains l'ont fait, d'autres ne l'ont pas souhaité. Mais d'une façon générale, il y a eu cette démarche d'aller vers les personnels des différents services, structures internes concernées par la réorganisation pour demander leurs avis.

Il laisse la parole à l'équipe qui a géré de façon opérationnelle le dossier.

**Pôle excellence et rayonnement :** Les travaux se sont déroulés du 1er septembre jusqu'au 31 octobre 2019. Il fait état d'une cinquantaine de réunions qui ont eu lieu avec les services et directions concernés sur le phasage lié à la réorganisation. Sur la méthodologie, il a été souhaité de repartir sur ce qui avait été arrêté sur la phase 1, c'est-à-dire un travail en bottom-up avec des propositions émanant des services et des directions dans un cadre bien précis : travailler à masse salariale constante et ne pas revenir sur ce qui avait été arrêté dans la phase 1, sur la dénomination des pôles. Il y a eu des ateliers avec les directions dans un premier temps, puis



avec l'ensemble des agents selon les spécificités des services, du ressenti et du vécu des personnels.

Un atelier « post-it » dont le principe était de recueillir des propositions sur l'organisation pour trouver de l'efficacité, de l'efficience au niveau du pôle et pas uniquement au niveau du service. Lorsqu'il n'apparaissait pas de pistes de mutualisation ou de fusion, de scission, le travail se faisait sur une matrice, une analyse AFOM de l'existant : analyse, forces, opportunités, menaces.

Un deuxième atelier sur les vœux, c'est-à-dire au-delà du cadre strict de la réorganisation, pour évaluer ce qui pouvait en sortir via un canal différent.

Enfin, le ressenti par rapport à ces ateliers sur l'humeur et les relations du service suite à ces travaux. Il indique que pour certains services, il y avait plusieurs ateliers et pour d'autres, il n'y a eu qu'un seul atelier arrivant à une proposition qui était plus ou moins stabilisée. La restitution a eu lieu le 30 octobre 2019. L'ensemble des services et directions était représenté, à l'exception du P2ER qui a eu un empêchement. La proposition stabilisée a été transmise aux membres. Un travail au niveau de la direction des usages et du numérique (DUN) a fait émerger plusieurs propositions, plusieurs navettes entre cette direction, l'équipe présidentielle et les coordonnateurs qui consolidaient ces travaux. Les propositions ont été présentées au sein de la direction, puis proposées au pôle pour un avis global.

Pour ce pôle, la plupart des directions concernées n'ont pas souhaité ou n'ont pas voulu se prononcer car cette réorganisation impactait une seule direction, pas la leur. Ils n'avaient donc pas forcément une connaissance précise des missions de la DUN et s'en remettaient aux avis des collègues. Il a été proposé une création d'une direction de l'audiovisuel du multimédia et de l'accessibilité numérique dans le pôle excellence et rayonnement et la création d'une direction de l'innovation et de l'ingénierie pédagogique dans le pôle RVU. Cette proposition a eu l'adhésion du pôle excellence et rayonnement et du pôle réussite et vie universitaire.

**Pôle réussite et vie universitaire :** Les entretiens individuels et les ateliers ont eu lieu du 3 au 23 octobre 2019. Plusieurs propositions ont émergé avec des navettes de discussions, beaucoup de modifications, d'échanges et de retours en arrière. Le 24 octobre 2019, une rencontre collective a eu lieu avec les directrices, directeurs et responsables administratifs. Lors de cet échange, il a été précisé qu'au niveau du pôle RVU, contrairement à ce qu'avaient donné les ateliers et les échanges précédents, chaque direction souhaitait rester au niveau de ce pôle et ne pas migrer vers de grandes directions sur le principe de direction de services et cellule. L'ensemble des agents était convié le 30 octobre 2019 pour la restitution finale qui a réuni 21 personnes. Cinq versions ont été proposées. A son terme, les participants ont proposé une sixième proposition qui est présentée aux administrateurs.

**Pôle qualité et pilotage :** Il n'y a pas de nomination de coordonnateur sur ce pôle qui est piloté directement par la DGS, qui a pu animer les trois premiers ateliers avec les services juridiques, la direction des finances et de la comptabilité, ainsi que la direction des ressources humaines. Pour son compte, le contrôleur de gestion a repris l'animation du dernier atelier, ainsi que la restitution qui a eu lieu avec l'ensemble des directions et des services du pôle. À l'issue, deux propositions ont été formulées lors de la restitution. La seule différence consistait à proposer l'éventuel transfert d'une partie du service système d'information de la direction des systèmes d'information (DSI) qui se situe dans le pôle éco-campus, vers le pôle qualité et pilotage. Cette proposition n'a pas été retenue.

Pour ce pôle, peu de changements interviennent : aucun pour la direction des finances et de la comptabilité ainsi que la direction des ressources humaines. Il est proposé un regroupement du service des affaires juridiques, des affaires institutionnelles et du contentieux, également des archives dans une direction des affaires juridiques (DAJ) dont une procédure de recrutement d'un directeur est en cours. Il est aussi proposé dans cet organigramme un regroupement sous une direction stratégique des personnels concourant à la fonction de pilotage, à savoir le service

d'aide au pilotage qui regroupe deux personnes, le contrôleur de gestion, ainsi que l'administratrice des systèmes d'information. Il est aussi proposé la création d'une direction du suivi des fonds européens qui est une direction qui émane de la vision stratégique de l'équipe de direction pour instaurer les fonds européens en termes de recettes affectées, à la fois sur les conventions recherche, les conventions d'enseignement liées à l'international, mais également les opérations immobilières financées avec le CPER. Cette direction intégrerait dans la proposition définitive, le service de construction et de valorisation du patrimoine qui correspond au service des grands travaux et de la stratégie immobilière actuel. Enfin, la dernière proposition est la création d'une direction de la qualité de vie et de l'égalité.

La direction stratégique regroupe deux services : le pôle égalité déjà existant et un service qualité de vie au travail, qui correspond aujourd'hui à une cellule rattachée à la direction des ressources humaines. Ce regroupement proposé a pour objectif d'avoir un regroupement administratif qui serait plus lisible et adapté au regard de l'effectif de ses deux structures (cinq à dix personnes). Il termine en précisant que cela ne change pas le fonctionnement des structures car il est soit représenté par une vice-présidence, soit par un chargé de mission.

**Pôle éco-campus et infrastructures** : les ateliers ont eu lieu en plusieurs phases. La première a été la rencontre avec les directeurs des trois directions relevant de ce pôle, puis un échange « direction par direction » avec l'ensemble des agents. La restitution s'est faite dans un premier temps auprès des directeurs, puis dans un deuxième temps de manière collégiale avec l'ensemble des agents. Sur les ateliers, cela fait apparaître des limites de prestation qu'il était important de clarifier et qui pouvaient donner lieu à des propositions de réorganisation. Certaines de ces limites ont pu être éliminées lors du dialogue budgétaire, pour lesquelles les propositions qui ont émané apportaient un début de réponse. Il y a eu quatre propositions présentées dans l'atelier de restitution. Une remarque est revenue sur l'ensemble des propositions : la stratégie immobilière et la valorisation immobilière qui étaient dans les propositions rattachées à la direction du patrimoine. Il a été demandé que ces deux volets ne soient pas déconnectés et éventuellement rattachés à la DP. Il en ressort clairement que la proposition numéro 2 avait été acceptée par une grande majorité. Lors des restitutions, quelques ajustements ont été effectués sur les intitulés pour plus de lisibilité. Il précise avoir eu la pleine coopération des directions et des services, même si au début, il a fallu un temps de pédagogie pour expliquer la démarche. Dans l'ensemble, ce travail a été plus ou moins bien accueilli. Il signale les alertes reçues sur la mise en œuvre de cette réorganisation et le calendrier sur la projection de ressources humaines, ainsi que le fait d'être vigilant pour ne pas déconnecter le volet humain de l'organisation.

**Le Président**, en complément, sur les éléments d'organigramme, projette et commente l'organisation globale de l'établissement (cf. document). Il précise pour la direction stratégique, que son pilotage est assuré par un membre de l'équipe présidentielle, vice-président/chargé de mission et pour la direction technique, elle est dirigée par un personnel, donc avec une direction de plein exercice. Puis, pour la direction sur moyens propres ou ressources affectées, elle est plus spécifique et permet de mobiliser des moyens dédiés.

Il ajoute que ce travail important n'est pas figé dans un temps limité. Si l'organigramme venait à être validé et des dysfonctionnements sont signalés, ce point serait de nouveau présenté pour des ajustements. Pour le démarrage de cette réorganisation, il reconnaît la forte mobilisation des personnels de l'établissement qui s'est aussi effectuée sur le plan émotionnel, et selon ses propos, le changement inquiète par nature tout le monde. De plus, beaucoup de collègues ont signifié que la réflexion se poursuivait au-delà des horaires de service, pour échanger entre eux, en faisant des réunions parfois informelles, pour imaginer des scénarios, des propositions ou des contre-propositions. Pour ces raisons, et suite à l'alerte d'un partenaire, il a été souhaité de le gratifier et de le valoriser.

Pour cette raison apparaît à l'ordre du jour, un complément de rémunération pour valoriser l'investissement qui a été celui de l'ensemble des collègues sur toutes les consultations qui ne sont pas liées à leurs missions, et qui ont occasionné beaucoup de débats. Ce complément de

rémunération exceptionnel est proposé à l'ensemble des agents des quatre pôles (contractuels et titulaires) pour un montant qui s'élève à 250 euros net pour une enveloppe de 100K€ aux 380 agents concernés.

**Madame Loyher** (début inaudible) intervient sur la restructuration où l'organigramme n'est pas stabilisé et va forcément bouger puisqu'il y a des titres et des personnalisations dans chaque domaine. *Dans cette structuration, est-ce qu'il y a un surcoût hormis les primes exceptionnelles ?*

**Le Président** répond être sur le principe de moyens constants sur cette réorganisation. Au-delà des intitulés, il a été fait en sorte que cela impacte le moins possible l'existant. Comme il l'a précisé aux élus du CHSCT et du CTE, il y a une déconnexion entre les statuts de ces structures et l'architecture organisationnelle. Les services se sont regroupés dans une direction de la vie universitaire qui devient une direction stratégique pour laquelle, il n'y aura pas de directeur, mais qui sera piloté par la vice-présidente du conseil d'administration de la formation et vie universitaire, qui assure déjà le pilotage de ces mêmes structures à l'échelle de l'établissement. Donc il s'agit d'un affichage différent. L'objectif est de mettre de la transversalité et de faire en sorte de fluidifier la communication pour que le portage des projets se fasse de façon optimisée et améliorée. Tel est le rôle des coordonnateurs, ils n'ont pas de lien hiérarchique au sein des pôles mais un lien fonctionnel qui va leur permettre de donner l'information, d'amener l'ensemble de ses responsables à travailler ensemble sur des projets qui seront à identifier.

**Monsieur Chabriat** demande si le projet a été validé par la directrice générale des services. Il déclare qu'il ne votera pas sur ce projet, comme cela a été le cas dans la phase 1. A son sens, la réorganisation des services ne relève pas des administrateurs car ce n'est pas un élément stratégique mais relève de la directrice générale des services qui organise les services.

**Le Président** indique que les coordonnateurs, le contrôleur de gestion et l'administratrice du système d'information ont été recrutés et une réunion a eu lieu avec l'équipe. Ces personnels déjà dans l'établissement, mais nouveaux sur ces fonctions travaillent sous la responsabilité de la présidence et sous autorité de la directrice générale des services. Lors de cette réunion, ils ont eu une délégation à la fois de la part de la présidence et de la direction générale des services pour réaliser cette phase 2. Le mot d'ordre étant la co-construction avec les différents personnels. Pour répondre plus précisément à la question, il informe que Madame la directrice générale des services a été dans tous les échanges qui ont eu lieu sur cette phase et à aucun moment, elle n'a émis d'avis défavorable.

**Madame Dumont** exprime les remontés des collègues de son service. *L'établissement peut considérer que le projet a été approuvé par le CTE, deux voix pour, une voix contre, cela fait quand même trois personnes. Quant à moi, je considère que ce qui est majoritaire, c'est le refus de participer à un vote. Je pense que nous sommes encore dans un temps de débat, que les choses ne sont pas encore claires pour tout le monde. J'ai des retours tous les jours de collègues qui me confirment cet état des choses même chez moi. Je ne me vois ni valider au vu du chemin restant à parcourir, ni voter contre au vu du chemin déjà parcouru, je vous l'accorde. Je suis comme Monsieur Chabriat, je ne me prononcerai pas aujourd'hui, je ne voterai pas. Par contre, oui il y a eu du travail, oui, il y a eu des efforts, mais ils ont été faits dans des conditions d'urgence qui ne sont pas des conditions optimums pour une participation pleinement constructive des agents. On s'est senti brusqué, je me suis sentie brusquée et les résultats sont des tensions et des incompréhensions.*

Par ailleurs, elle fait état d'un séminaire auquel plusieurs agents ont participé sur l'accompagnement au changement, et aller vite crée des tensions et des incompréhensions. Elle souhaite par l'intermédiaire de ce procès-verbal, dire : *à ceux qui dans l'ombre ont soufflé sur les braises et ont fait passer pour certains des scénarios inacceptables pour les agents, qui ont fait courir le bruit que tout était décidé et qu'il ne restait rien à négocier. Au nom de tous les collègues qui ont pris de plein fouet, des heures de sommeil volées, des angoisses immenses générées, j'aimerais dire que je trouve cela assez minable. Il y a encore du chemin à*

*parcourir et aussi des dégâts qu'aucune prime ne pourrait réparer. Mais jouer avec le moral des agents et au bout du compte avec leur santé, c'est pour moi, inadmissible.*

**Monsieur Chabriat** interroge sur le déroulement du CTE et demande s'il est possible d'avoir le détail du scrutin, syndicat par syndicat.

**Le Président** répond dans le cadre de la deuxième convocation, qu'aucun quorum n'a été requis, il y a eu trois syndicats présents. La consultation a eu lieu avec un format qui a été souhaité par les membres du CTE et qui était celui d'une consultation à bulletin secret. Il ne peut pas répondre à la question en termes de positionnement des syndicats.

**Monsieur Chabriat** s'adresse au service juridique et au Président en demandant si c'est légal.

**Le Président** indique que certains membres du CTE sont présents dans cette salle et peuvent largement s'exprimer. Le CTE a duré cinq heures et demie, et au moins deux heures et demie ont été consacrées à ce point. D'une façon générale, il y a eu des éléments de réponse qui ont été formulés sur l'ensemble des questionnements qui ont été émis. À un moment donné, il y a un souhait d'une consultation et d'une expression sous un format particulier.

**Le responsable des affaires juridiques et du contentieux (SAJC)** réagit sur les aspects strictement juridiques sur la base de deux documents : l'article 47 du décret n°2011-185 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat et l'article 16 du règlement intérieur du CTE qui prévoit que quand le vote a lieu, il se fait à main levée. Il n'y a pas d'autres précisions dans ces textes sur d'autres modalités de vote au sein du comité.

**Madame Connes** rebondit sur la procédure qui lui semble « un peu compromise » au niveau du CHSCT qui ne s'est pas prononcé. Elle demande si cela ne pose pas un problème dans la procédure. Elle souhaite un rappel pour les administrateurs de ces instances qui sont obligatoirement consultées et doivent obligatoirement se prononcer avant le passage au CA.

**Le responsable du SAJC** indique que lorsqu'un point est présenté lors d'un CHSCT et que les membres ne souhaitent pas se prononcer, la consultation est considérée comme acquise. Il en est de même au sein du comité technique d'établissement.

**Le Président** rappelle que les instances « CHSCT et CTE » sont des instances consultatives et non décisionnelles sur ces questions d'organisation. Elles sont extrêmement importantes pour faire le lien avec les organisations syndicales et les acteurs de terrain. Sur la question de la modalité de l'expression du CTE, il y a eu ce souhait de se prononcer à bulletin secret, l'instance a été consultée. Les membres du CTE ont souhaité le faire sous une modalité qui a été acceptée par l'ensemble des membres.

**Monsieur Chabriat** pense qu'il faudrait avoir une interprétation des textes à un autre niveau, puisque formellement et juridiquement, la procédure suivie devant le CTE n'a pas respecté l'article 47 du décret 2011-184 du 15 février 2011. Il cite : « Les comités techniques émettent leur avis à la majorité des présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée ». Il estime que quels que soient les CTE dans une université au niveau national, ils doivent respecter le décret. C'est la raison pour laquelle il a demandé l'expression de chaque syndicat, puisque le CTE est un comité technique paritaire et que les expressions syndicales doivent être claires. Or, il considère que ce n'est pas fait dans ce sens, l'avis du CTE n'est pas réputé.

A la demande, du Président, Monsieur Chabriat poursuit : « les abstentions sont admises. L'avis est favorable ou défavorable lorsque la majorité des membres présents s'est prononcée en ce sens. *Mais le vote doit avoir lieu à main levée.* À défaut de majorité, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée ».



**Le Président** pense que cette dernière mention de l'article 47, puisqu'ayant été reconvoqué, le comité technique d'établissement n'avait pas de quorum, donc pas de majorité absolue. A son sens, la mention est explicite. Sauf en cas de non-majorité, l'avis est réputé avoir été donné.

**Monsieur Chamsi Said** demande des éclaircissements en s'adressant au vice-président étudiant, pour savoir s'il a été consulté sur cette réorganisation, notamment pour les étudiants sur la création de la Direction de la vie étudiante et de campus (DVEC). *A-t-il été consulté et quelles sont les propositions qu'il a pu formuler ?*

**Le Président** informe avoir organisé des consultations depuis le démarrage pour un point d'étape toutes les semaines en équipe présidentielle, où il y avait des restitutions, dont le vice-président étudiant fait partie.

**Monsieur Chamsi Said** réitère sa demande, *a-t-il formulé des propositions et quelles sont-elles ?*

**Le Vice-président étudiant (VPE)** affirme avoir été consulté. S'agissant des propositions qui ont été émises de sa part, la ligne qu'il a défendue est de préserver le travail mené au niveau de la vie étudiante et de campus, dans la mesure où c'est une structure qui existe depuis 10 mois déjà. Comparé aux autres services, la DVEC fait l'objet d'attribution de fonds issus d'une taxe affectée, donc c'est un impôt. Il fait également l'objet de gestion qui est partagée entre deux vice-présidents, donc lui-même et Madame la VPCA-FVU. Le service étant tout jeune, il était important de le préserver à part, pour lui permettre de se développer davantage.

**Le Président** rappelle à Monsieur Chamsi Said le cadre posé par le règlement intérieur du CA lors des débats.

**Madame Bourmaud** rappelle ne pas avoir été présente à l'ouverture de séance et remarque qu'il a été répété dans la présentation que c'est un projet de grande ampleur et qui a été réalisé à contrainte forcée, redit très rapidement. Elle regrette que le CHSCT n'ait pas pu donner son avis, vu les conditions de transmission des documents. Il lui semble qu'en tant qu'administratrices et administrateurs, ils ne puissent pas se prononcer sur cet organigramme. Selon ses propos, c'est un changement d'ampleur qui risque de mettre « à mal l'université » s'il n'est pas partagé par l'ensemble des personnels. Elle estime que c'est le rôle du CHSCT d'identifier clairement quels peuvent être les problèmes associés.

Dans un deuxième temps, c'est aussi le rôle du CTE d'avoir les retours des agents concernés et de l'ensemble de la communauté pour pouvoir se prononcer. Par ailleurs, elle précise que le CTE ayant eu lieu le lendemain sans quorum, il n'est pas représentatif de l'avis de l'ensemble des personnels. *Donc pourquoi serions-nous des électeurs d'un conseil suprême qui devrait se dispenser de l'avis du CHSCT et du CTE ? Pourquoi cette précipitation ?* Elle fait part des retours reçus cette nuit de deux collègues qui disent que la co-construction pour leurs services n'a pas eu lieu. Pour d'autres, sur des scénarios proposés, celui qui a été retenu n'est pas celui qui avait la majorité de votes favorables. Elle considère qu'il y a certaines réticences, et pense que c'est prématuré de voter cet organigramme ce jour. Elle propose à la présidence de le reporter pour ne pas se priver de l'avis du CHSCT et du CTE.

Puis, sur le surcoût, elle a l'impression de voir plus d'enseignants et d'enseignants-chercheurs qui seront impliqués dans les directions et davantage de VP. Selon ses propos, cela fait forcément un surcoût, puisqu'il y a des décharges d'enseignement qui seront attribuées et qui représentent des coûts par rapport aux enseignements non effectués et aux primes attribuées.

**Le Président** revient sur les instances. Il indique que le CHSCT a donné son avis et celui-ci était unanime. Sa principale objection a été uniquement sur le manque de temps pour consulter les collègues. Il n'y a pas eu d'avis défavorable du CHSCT qui était réservé avec la mention qu'il a reprise dans le procès-verbal de la séance. Les discussions indiquaient un souhait de pouvoir revenir sur cet organigramme. Comme évoqué dans la présentation, il ne s'agit pas de figer cette

organisation, mais d'améliorer l'existant, le service rendu aux usagers, aux partenaires, aux personnels. Puis, sur le report du point, il exprime un élément technique, évoqué en début de séance sur le risque de l'insincérité budgétaire.

Il rejoint les propos de Madame Dumont. Il regrette que certaines personnes profitent et créent des situations extrêmement conflictuelles, pour des raisons qui sont loin d'être liées à une réorganisation et au développement de l'université, ce qu'il estime inacceptable. Si la situation perdure, cela va continuer à induire des questionnements, des tensions, alors que l'objectif est une démarche positive pour les personnels.

**Le Président du Conseil académique** complète ce point en précisant que cette réorganisation des services est souhaitée par la tutelle et par les agences d'évaluation depuis des années. Il reconnaît que ce n'est pas une chose simple que de repenser une organisation de 1200 personnels et près de 150 millions de budget. D'après le Hcéres et les experts IGAENR, toutes les organisations un peu complexes, notamment dans l'ESRI et l'ESR en sont venues à penser à ce qui est appelé, la conduite du changement qui concerne tout le monde en raison des changements institutionnels et réglementaires qui sont permanents depuis la LRU, les RCE etc. L'établissement est depuis de nombreux mois engagé dans cette réflexion, à l'initiative de Madame la DGS qui a souhaité adapter une démarche bottom-up et surtout pas de top-down. Il revient sur les propos de Madame Dumont concernant le séminaire sur la conduite du changement. Si le changement est imposé, il ne fera pas d'adhésion et c'est exactement les propos de Madame Paramé. C'est la raison pour laquelle, elle a eu carte blanche pour donner du temps au temps, pour que les directeurs de service notamment, puissent se réunir avec elle pour co-construire une réflexion. Comme l'a répété le Président, le dossier en est à un point d'étape, et le souhait est d'avancer. Il a été envisagé une compensation, étant conscient des efforts et des tensions que cela a pu causer dans l'établissement. Il répond à la remarque de Madame Loyher sur le surcoût, la réponse est non car il considère que les administrateurs sont aussi totalement responsables des grands équilibres budgétaires. *Vous êtes les administrateurs, un projet est porté à votre vote et l'essentiel dans la réflexion, c'est d'améliorer l'organisation de l'établissement, à travers la conduite d'un changement auquel beaucoup de collègues ont participé depuis des mois.*

**Monsieur Chabriat** entend la volonté d'appliquer « chemin faisant », mais rejette l'idée d'une réorganisation qui n'est pas validée par le personnel. Il relève que le CHSCT n'a émis aucun avis, ni défavorable ni favorable. Le CTE n'a pas émis d'avis, le vote n'est pas réputé valable.

En tant qu'administrateur et représentant syndical, il demande aux administrateurs de respecter les instances : un avis du CHSCT non émis et un avis du CTE non réputé valable.

De plus, il remarque que l'organisation sera votée et que « chemin faisant » elle sera modifiée en permanence. A son sens, cela veut dire qu'il va falloir s'adapter. Il réitère que c'est le travail de la DGS d'adapter ce schéma des services et non aux administrateurs de se prononcer en permanence sur l'organisation administrative de l'université.

**Le Président** pense qu'il faut rester factuel. Il estime avoir passé beaucoup de temps à expliciter les éléments de temporalité sur une démarche qui se veut d'amélioration progressive. Il rappelle les sollicitations faites. *La prérogative des instances est aussi de partager de l'information, ses objections et d'amener des solutions. À quel moment vous avez amené des éléments ? Il n'y en a pas eu mais d'autres syndicats l'ont fait.*

Sur la proposition qui a été faite, il indique avoir été sollicité sur douze points pour lesquels l'analyse s'est faite et bon nombre de points étaient liés à des questions de personnes. C'est à dire, sur des questions d'un nombre limité de personnes qui craignaient pour leurs fonctions, leurs avantages et pour leurs prérogatives.

Il fait remarquer qu'en démocratie, après avoir consulté 380 personnes avec très peu de remontées *négligables*, quelle voix faut-il entendre ? Il relate l'époque où, dans l'établissement, il y a eu des réorganisations qui se sont faites sans consultation, auprès des instances et des agents.

**Madame Wallian**, souhaite rétablir la vérité, car il lui semble avoir des éléments d'argumentation qui sont erronés. En l'occurrence, le CHSCT qui s'est réuni a refusé le travail, et elle déclare être prête à fournir les preuves.

**Le Président** est désolé d'entendre ces propos. Il répond que factuellement, il y a des services qui sont là et qui étaient là pour lesquels, il y a eu un avis unanime qui a été rendu. Il interroge l'assemblée pour savoir qui était présent au CHSCT.

**Le directeur des ressources humaines (DRH)** confirme que le CHSCT a l'obligation d'émettre un avis. Ce qui a été décidé était d'émettre un avis réservé. A son sens, il y a bien eu un avis, qui n'est ni favorable ni défavorable. C'est un avis réservé.

**Madame Wallian** indique : *que le dossier complet de la restructuration qui fait une centaine de pages n'a jamais été présenté dans son intégralité au premier CTE. Les pièces du dossier synthétique ont été transmises moins de 24 heures avant la tenue du CTE lors du 05 novembre 2019, ne laissant aucun moyen aux personnels et aux représentants syndicaux de réagir.*

*En raison de ce délai trop court du dossier à l'étude, toutes les organisations syndicales présentes au CTE sauf le SGEN qui était absent ont proposé en début de séance de traiter les autres points à l'ordre du jour et de reporter le point d'étape 2, ce qui leur a été refusé. À la suite de ce refus, le CTE a quitté la séance, le quorum n'étant donc plus atteint. Ensuite, Monsieur le Président a convoqué un nouveau CTE pour le 06 novembre 2019 soit 24 heures et 30 minutes plus tard, avec le même ordre du jour. Donc le 06 novembre 2019 au matin, le responsable QVT, en réaffirmant son sens du dialogue, a donné injonction aux organisations syndicales de faire remonter les propositions d'amendement avant le début de séance du CTE à 15 heures l'après-midi. Il a de fait rendu le dialogue social impossible. Ensuite, parmi les 10 représentants titulaires membres du CTE, seulement 04 personnes ont siégé. La restructuration des services et compléments associés pour un montant, je l'apprends, de 100K€ est voté à bulletin secret à deux voix pour, une contre, ce qui est illégal. En conséquence, au regard du décret de 2011 relatif aux comités techniques, les avis devant se faire à main levée, cette disposition est frappée de nullité. Ce point, je l'ai demandé en début de séance, doit être retiré à l'ordre du jour de ce conseil d'administration.*

**Le Président** l'entend, mais les avis ont été formulés et ont été restitués dans les délais et sous les formes qu'il convient.

**Monsieur Timol** revient sur le CHSCT. Il entend que les collègues ont émis un avis réservé. Il déclare que tous les collègues du CHSCT ont demandé au Président un délai qui a été refusé. Il donne lecture de la circulaire du CTE. "Toutes facilités doivent être données aux membres des comités techniques pour exercer leurs fonctions. La communication doit être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission, au moins huit jours avant la date de séance." Il considère que cela n'a pas été respecté. L'absence de communication dans les délais ne permettent pas au comité de débattre utilement des pièces et des documents nécessaires, ce qui constitue un vice substantiel de procédure, de nature à annuler la décision administrative.

**Le Président** ajoute qu'au niveau du CTE, les documents à l'appui de la convocation ont été transmis dans les temps. Sur la deuxième séance, il explique que faute de quorum, comme c'est l'usage, certains ont fait tomber le quorum lors de la séance du 05 novembre 2019, pour un seul point, alors que la séance en contenait dix, dont des points importants devaient être traités au niveau de ce CA. Selon lui, cette démarche n'est pas responsable, mais conformément aux textes, le CTE a été reconvoqué de façon régulière. Désormais, c'est au CA de se prononcer. Quand il entend que ce n'est pas de la compétence du CA, il renvoie les membres à la loi ESR, le CA a effectivement une vocation stratégique moyenne, mais il est consulté sur tous les points que le Président lui soumet. Compte tenu de l'ampleur de ce dossier, du fait que les administrateurs aient validé ce dossier dès son départ à l'unanimité, par symétrie des formes, il

n'était pas possible de ne pas le soumettre. Des syndicats ont obtenu des réponses à leurs questions.

**Le directeur des ressources humaines** apporte une précision. Il y a eu une demande lors du CHSCT de disposer d'un délai supplémentaire. Donc Monsieur le Président et la direction avaient proposé une nouvelle date pour un CHSCT qui avait été proposé pour le 06 novembre 2019. Unaniment, les membres du CHSCT ont refusé, la contrainte se répercutait également sur le calendrier car obligatoirement, ce CHSCT devait se tenir en amont de ce CA. Donc il n'y a pas eu de refus de proposer une nouvelle date pour un CHSCT exceptionnel.

**Le directeur de l'IUT** regrette de ne pas pouvoir débattre sur cette réorganisation qui n'a d'ailleurs pas été abordée en conseil des directeurs de composante, alors qu'il estime être usager dans la réorganisation.

Le Président procède au vote et demande aux administrateurs de se prononcer sur l'organigramme et sur le principe des modalités d'attribution du complément de rémunération exceptionnelle de 250 euros par agent pour l'ensemble des agents contractuels et titulaires, de l'ensemble des quatre pôles.

Arrivées : Madame Noel à 10h47 – Monsieur Garaïos à 11h05 – Madame Bourmaud à 11h17 détenant une procuration.

<u>Résultat du vote</u>						
Vote à	bulletin secret					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					32	
Refus de vote	2					
Nombre de voix	oui	16	non	13	blanc	1

### Pause méridienne

#### **Point n°4. Complément de rémunération exceptionnel des personnels non titulaires.**

*Rapporteur : Directeur des ressources humaines.*

Ce complément de rémunération exceptionnel concerne tous les contractuels de l'établissement, hormis ceux qui sont financés sur ressources affectées ou qui ont bénéficié de l'indemnité de formation continue. Le montant de cette prime est proratisé en fonction de la période d'activité des agents sur l'année 2019. Il a été revalorisé de 30 euros nets pour toutes les catégories confondues. Contrairement aux années précédentes, le versement interviendra sur la paye de décembre 2019. 125 contractuels sont concernés pour une enveloppe totale qui s'élève à hauteur de 35K€. La répartition par catégorie est : 230 euros nets pour les catégories A, 250 euros nets pour les catégories B et 270 euros pour les catégories C.

**Le Président** ajoute que c'était un engagement pris avec les organisations syndicales, notamment en CHSCT puis en CTE, d'une part d'envisager le relèvement de cette prime, et d'autre part, d'envisager son versement en décembre.

Sans remarque particulière, le Président soumet aux voix.

<u>Résultat du vote</u>						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention(s)	0



**Point n°5. Liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) et à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et leur taux pour 2019-2020.**

*Rapporteur : Directeur des ressources humaines.*

**1. Liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA)**

Les "Primes administratives classiques" correspondent aux primes versées aux vice-présidents, aux directeurs d'UFR et aux chargés de mission de l'université. Le Président détermine les bénéficiaires et le montant individuel de cette prime (dans la limite du maximum fixé par le CA). Les "Primes administratives d'UFR" correspondent à des fonctions exercées au sein des UFR. Chaque UFR se voit attribuer en début d'année universitaire une enveloppe de primes de charges administratives. Il appartient au directeur d'UFR de proposer les bénéficiaires et le montant individuel accordé, dans la limite des fonctions et du montant maximum fixé par le conseil d'administration, compte tenu de l'enveloppe notifiée.

Le directeur des ressources humaines commente les tableaux où sont indiquées les fonctions qui ouvrent droit à la PCA. Il informe que le raisonnement se fait en enveloppe constante avec des indications en couleurs des propositions qui émanent de la présidence et des remontées des composantes. Au total, 5 596 HETD sont indiquées au niveau des PCA avec un surcoût de 6 500 euros. Il signale dans ce tableau quatre nouvelles fonctions au niveau de l'IAE qui seront financées sur ressources propres.

**Le directeur de l'IAE** confirme cette information sur la formation initiale et la formation continue. Actuellement, la nouvelle configuration se compose de trois directeurs adjoints en charge de la formation, des relations externes et des ressources humaines, des chargés de mission qualité, de vie sur le campus et systèmes d'information. Tout cela génère un supplément par rapport à la précédente enveloppe. Il a été convenu qu'il se fasse sur ressources propres.

**Le directeur de l'IUT** remarque qu'il avait été demandé de tenir l'enveloppe initiale. Il ne sait pas sous quelle forme car il constate des composantes qui affichent + 100 heures, alors que pour sa composante est également affichée des nouveaux DUT. Il constate que l'UFR SHE a bénéficié de nouveaux diplômes, en l'occurrence des MEAST et bénéficient de nouvelles primes de responsabilité qui s'ajoutent donc à l'existant, puisque +94 heures apparaissent sur cet UFR.

**Le Président** signale être sur le point PCA et non PRP et lui propose d'y répondre juste après.

**Le directeur de l'IUT** le note pour le point suivant.

**2. Liste des fonctions éligibles à la la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et leur taux pour 2019-2020.**

Le directeur des ressources humaines termine la présentation sur la prime de responsabilités pédagogiques. Cette prime correspond à des responsabilités pédagogiques spécifiques exercées en sus des obligations de service. La liste des responsabilités pouvant donner lieu au versement d'une prime de responsabilités pédagogiques, est arrêtée annuellement, en début d'année universitaire, par le Président de l'université, sur proposition du conseil d'administration, et après avis du comité technique de l'établissement.

Chaque UFR se voit attribuer en début d'année universitaire une enveloppe de primes de responsabilités pédagogiques. Il appartient au directeur d'UFR de proposer les bénéficiaires et le montant individuel accordé dans la limite des fonctions et du montant maximum fixé par le conseil d'administration, compte tenu de l'enveloppe notifiée.

La liste des bénéficiaires est ensuite soumise au vote du conseil académique en formation restreinte.

Globalement, le nombre d'heures associé aux demandes et fonctions éligibles à la PRP est évalué à 4 222 HETD, soit 85 HETD supplémentaires par rapport à l'année 2018-2019, pour un surcoût d'environ 3500 euros. Il termine en disant que c'est une enveloppe théorique, puisqu'il y a la possibilité, pour les personnes concernées, de convertir cette prime en décharge.

**Madame Wallian** demande une précision concernant les PCA. Elle constate l'absence de ligne pour les directeurs des écoles.

**Le Président** répond que c'est normal, puisqu'ils ne bénéficient pas d'une PCA, mais d'une prime administration qui est allouée directement aux intéressés.

**Madame Bourmaud** émet la même interrogation que le directeur de l'IUT. Elle souhaite davantage de précisions sur la demande qui avait été formulée aux composantes, puisque certaines sont en moins, d'autres en plus. Elle note que l'UFR LSH se retrouve avec +52 en PRP. Alors qu'au départ, la demande était à volume constant.

**Le Président** affirme que c'est bien à volumétrie constante.

**Madame Bourmaud** informe que depuis quelques années la volonté est de revoir les PRP et PCA. *Est-ce que le groupe de travail avance sur ce dossier ?*

**Le Président** corrobore en ce sens et reconnaît que c'est un chantier qui doit être lancé, mais matériellement, il n'y a ni le temps ni les ressources pour le faire. Cela implique qu'elles sont reconduites sur l'existant dont les fondements n'ont pas été identifiés et émanaient de la mandature précédente. La difficulté est d'être sur un dossier technique et sensible, donc les tentatives qu'il y a eu des groupes de travail n'ont pas abouti.

Sans autre remarque, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

*Le Président cède la parole pour la prime de responsabilités pédagogiques.*

**Le directeur de l'IUT** réitère son questionnement sur l'enveloppe globale et la nécessité pour certaines composantes qui avaient de nouvelles formations de devoir rester à zéro, alors que d'autres se sont vues allouer un volume d'heures supplémentaires. Il souhaite voir quelle était la possibilité de faire évoluer ces éléments, puisque le tableau fait bien apparaître de nouveaux DU. Malgré le fait que c'était dans le cadre de la loi ORE, il considère que ce sont de nouvelles formations et ces formations étaient accompagnées au titre des responsabilités. *Donc pourquoi pas les nouvelles formations de l'IUT ?*

**La vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire (VPCA-FVU)** indique que, dans la demande pour les moyens ORE liés aux parcours adaptés et proposés par l'université de La Réunion, les PRP avaient été comptabilisées.

**Le Président** ajoute que la consigne a été passée pour tout le monde, hormis cas ORE. Il y a effectivement des volumétries pour des primes. Donc ce sont celles qui ont été maintenues.

**Le directeur de l'IUT** en déduit que cela signifie que ces éléments sont récurrents, les moyens ORE sont conservés de façon annuelle. Il interroge sur l'enveloppe de l'UFR SHE qui bascule à cette volumétrie et par conséquent, est entérinée.

**Le Président** soutient que sur cet exercice, ce n'est pas récurrent, eu égard au dossier qui a été transmis, les primes y sont intégrées et validées tous les ans.

**Le directeur de l'IUT** spécifie que sur les nouveaux DUT, les primes de responsabilité pédagogiques ne peuvent pas donner lieu à une augmentation au même titre que les formations

nouvelles de type DU hors ORE. Pour conserver une enveloppe à zéro, il a été imposé à un collègue de prendre une décharge, pour pouvoir maintenir cette enveloppe au même titre que la rémunération des représentants des formations. Il trouve un peu délicat pour une enveloppe de 36 heures, de devoir faire ce type de manipulation, alors que les diplômes sont nouveaux et doivent être accompagnés au même titre que les autres formations. Au final, il constate des volumétries qui évoluent dans le sens positif, il pense qu'il y a peut-être encore une possibilité d'agir à ce niveau.

**Le Président** explique que sur les PRP, l'établissement n'a pas de budget dédié sur ces primes. Le fonctionnement est sur une volumétrie qui a été maintenue de l'année précédente pour la construction du budget 2019, cette enveloppe a été identifiée. Donc charge aux composantes/écoles de la ventiler comme ils le souhaitent à l'interne. Vu la maquette budgétaire, il était important de rester à budget constant, d'autant plus que les années précédentes, le budget était augmenté.

**Le directeur de l'IUT** l'entend, mais il précise que sa remarque porte sur les primes de responsables pédagogiques nouveaux, où il y a des évolutions qui sont positives pour accompagner les nouveaux diplômés pour une augmentation de deux fois 12 heures.

**Le Président** informe que cette volumétrie constante est complètement théorique, puisque bon nombre de collègues vont convertir ces PCA-PRP en décharge. Quand il y a un surcoût de quelques milliers d'euros sur des centaines de milliers, cela peut être considéré à volumétrie constante.

**Madame Connes** rejoint la remarque du directeur de l'IUT sur la volumétrie constante. Certains ont une notion de « la constance plus constante » que d'autres, selon ses propos. Elle rebondit sur la remarque de la vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire sur les moyens ORE des parcours adaptés. Elle informe qu'il y a des parcours adaptés qui ne sont pas des DU à l'UFR DE et qui n'ont bénéficié d'aucune prime supplémentaire. Elle souligne que ce sont les responsables pédagogiques de L1 dont elle fait partie, qui ont travaillé pour la mise en œuvre des parcours adaptés et recruté les contractuels qui s'en occupent pour la bonne mise en marche de tout cela, ce qui est extrêmement compliqué. Pour le coup, un problème d'égalité l'interpelle. *Pourquoi ceux qui ont fait un DU parcours adapté auraient droit à des moyens supplémentaires ORE et pas les responsables de L1 qui gèrent des licences à 500 étudiants ?*

**Le Président** estime que la manière dont cela est présenté n'est pas la bonne. Les composantes ont été sollicitées pour faire remonter les responsabilités qui émanent aux PRP. *Pourquoi l'UFR droit économie n'a pas fait remonter des fonctions en face des PRP ?* L'UFR SHE a fait ce travail puisque dans le cadre du dossier qui a été déposé, c'était le cas et c'est dans ce sens que cela doit fonctionner.

**Madame Connes** pense que le fait que la présidence ait insisté sur la constance des coûts *fait que nous, juristes et économistes, avons un peu tendance à être carrés. Quand on nous dit co-constant, c'est co-constant.* Dans ce sens, sa composante a donc pensé qu'il n'y avait pas possibilité d'obtenir des choix supplémentaires. Elle insiste sur les moyens ORE qui sont des moyens supplémentaires, qui auraient dû être affectés « de droits » à tous ceux qui s'occupent des parcours adaptés. Or, elle constate que cela n'a pas été le cas.

**Le Président** la rassure en disant que cela pourra être intégré.

**La VPCA-FVU** apporte plus de précisions. Chaque composante qui portait des projets de parcours adaptés avait la connaissance d'une enveloppe qui correspondait au projet porté. Certains ont voulu des enseignants contractuels, d'autres des machines à laver pour les tubes à essai et d'autres ont prévu des primes de responsabilité pédagogique.

Donc elle confirme, il y a bien un DU Meast 1 et 2 pour lesquels, il était prévu des primes de responsabilité pédagogique. Concernant l'UFR DE, il est également prévu quatre primes de responsabilité pédagogique financées par les moyens ORE. Elle est surprise que ces données ne soient pas remontées car l'information pour les moyens constants concerne tout ce qui n'était pas pris en charge par les moyens ORE. Elle pense qu'il y a une confusion des remontées reçues à transmettre au vote du conseil d'administration.

Elle explique que les moyens ORE se rajoutaient. Donc les moyens constants étaient pour les PRP de formations qui n'entraient pas dans le cadre des moyens ORE.

**Le Président** accorde que si le tableau existe et que ces informations ont bien été budgétées dans ORE, il suffit d'actualiser le tableau présenté aux administratrices et administrateurs, s'ils en sont d'accord pour intégrer ces éléments.

**La VPCA-FVU** répond sur la question de la volumétrie qui représente 60 heures équivalent TD, pour un total de 2 484,60 euros qu'elle devra rendre compte à la Cour des comptes et au ministère à la fin de l'année.

**Madame Bourmaud** fait part de son incompréhension sur les propos précédents, quand elle entend que le montant n'est pas forcément fixe, dans la mesure où, il est possible de prendre une décharge ou une prime. Dans tous les cas, que ce soit l'un ou l'autre, c'est un coût pour les composantes, puisque les personnels qui prennent des décharges ne font pas l'intégralité de leur enseignement qui est réparti en heures complémentaires pour les autres enseignants, voire pour des vacataires. A son sens, ce volant sera *a priori* un surcoût comme cela a été indiqué.

**Le Président** explique que ce n'est pas la même ligne budgétaire.

**Madame Bourmaud** répète que ce n'est pas la même ligne budgétaire, mais cela reste des dépenses.

**Le Président** précise être sur une ligne affichée « prime ». Donc si des collègues la prennent en décharge, la volumétrie budgétaire diminue. Mais il reconnaît, effectivement que c'est compensé, sur la partie « heures complémentaires » qui augmente.

**Le directeur de l'IUT** explique que c'était la même logique exprimée. Etant sur un tableau théorique, il propose de basculer les 36 heures qui apparaissent dans les décharges d'un côté, comme évoqué sur le DUT GCCD 2, et de les ramener sur le volet des enveloppes en complément de l'IUT, sachant que la collègue bénéficiera d'une décharge à ce titre. Mais il souhaite que cela puisse être affiché au même titre que les autres responsabilités. Ce qui le choque dans le tableau, c'est que tous les DUT bénéficient d'une même enveloppe hormis le DUT GCCD qui est affiché à zéro.

**Le Président** n'émet pas d'objection à cette demande.

Moyennant les modifications indiquées, le Président soumet aux voix la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et leur taux pour 2019-2020.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°6. Dotations aux laboratoires dans la perspective de la construction du budget initial 2020.**

*Rapporteur : Président du conseil académique.*



Il a été souhaité d'anticiper sur les dotations aux laboratoires dans la perspective de la construction du budget initial 2020. Sur les 500K€ attribués au laboratoire, 100K€ dépendants des doctorants et 400K€ résultent d'une formule qui prend en compte : les effectifs pondérés des équipes, le nombre de publiants, le nombre de thèses soutenues et l'appartenance à un domaine « sciences technologies santé » ou « sciences humaines et sociales » et à un statut humain UMR ou équipe d'accueil. La difficulté rencontrée dans cette anticipation se situe au niveau du calendrier des inscriptions en thèse, puisque celles-ci vont se poursuivre jusqu'au 30 novembre 2019. Ce tableau portait sur la répartition des 500K€ en référence au contrat quinquennal 2015-2019. Or, s'agissant du budget 2020, il a été souhaité de négocier des moyens supplémentaires pour la recherche et la formation.

Par la suite, il y aura une DBM au courant de l'année 2020 dans le cas où des modifications interviendraient à la hausse. Il poursuit en expliquant les différentes variations indiquées dans le tableau pour les différentes équipes du domaine SHS et STS. Une fois les moyens supplémentaires négociés au ministère, ils seront redéployés dans le tableau, avec la formule de calcul classique qui a été utilisée jusqu'alors. Si la commission de la recherche le souhaite, la formule sera revue pour plus d'égalité entre les enseignants-chercheurs, et donnera lieu à débat dans cette commission.

Il donne lecture de la proposition de la commission de la recherche : au 1er janvier 2020 une ouverture à 80 % de la dotation de l'année 2019, pour les futures unités de recherche et les unités mixtes de recherche. La dotation finale se fera pour 2020 sur le modèle actuel de l'allocation des moyens. Cela permettra aux équipes de fonctionner normalement au 1er janvier 2020 puisqu'elles auront 80 % de leur budget de cette année. Cette proposition a reçu l'unanimité, moins un contre et un refus de vote à la commission de la recherche dans sa séance du 05 novembre 2019.

**Le Président** comprend la démarche, mais se dit un peu surpris. *Il y avait possibilité d'ouvrir 100 % au 1er janvier 2020, comment procède-t-on pour les unités qui n'avaient pas de budget ? C'est 80 % de zéro ?*

**Le Président du Conseil académique** précise qu'il y avait une équipe dans cette configuration : études pharmacologiques immunologiques (EPI), mais qui à ce stade n'existe toujours pas. La question a été posée à la commission de la recherche mais elle ne souhaitait pas voter pour une équipe qui n'existait pas encore, voire même voter pour des dotations à des équipes qui n'ont pas encore été entendues et qui vont être transformées, en unités de recherche sur la base d'un plan d'amélioration 2020-2024.

**Le Président** relève que le tableau affiche l'équipe « EPI » et a été évalué très positivement par le Hcéres. À son avis, soit la commission de la recherche considère qu'il n'y a pas d'EPI, dans ce cas, cette équipe n'apparaît nulle part, soit il faut avancer sur ce dossier. Si au 1er janvier 2020, les laboratoires partent sur un budget nul qui pourrait être un groupe de recherche interne de l'université, il pense que cela posera problème.

**Madame Wallian** : *Qu'est-ce qui empêche le conseil d'administration de doter EPI de 80 % du budget théorique qui aurait été alloué ?*

**Le Président** déclare que rien n'empêche cela, la question est posée. Il faut, à son sens, prendre une position. Ils ne sont pas équipes d'accueil ni labellisés, c'est un groupe de recherche constitué, qu'il ne faut pas nier. Ils ont été évalués, et mettre un budget zéro lui paraît compliqué.

**Madame Connes** demande si la question d'EPI a été abordée à la commission de la recherche.

**Le Président du Conseil académique** répond par la négative.

**Madame Connes** ajoute pour ce laboratoire qui émerge et se détache d'un laboratoire existant : *Est-ce qu'on va le doter de la même manière que les autres ou pas ?*

**Le Président du Conseil académique** affirme qu'il sera doté de la même façon que les autres. C'est sans doute pour cette raison que le point n'a pas été débattu en séance. Pour la délibération du CA, il propose de préciser pour son adoption, « sous réserve de création de l'unité de recherche EPI », puisque par définition, elle n'existe pas à ce stade.

**Madame Connes** interroge sur l'aspect juridique.

**Le DFC** demande confirmation sur les 500K€, s'ils sont déjà répartis entre les laboratoires pour 2020.

**Le Président du Conseil académique** indique que c'est une prévision pour 2020 car cette enveloppe pourrait évoluer.

**Le DFC** conseille alors d'intégrer EPI qui est en devenir. Dans le cas où, il ne s'ouvre pas, cette somme sera répartie avec les autres laboratoires. Il pense qu'il faut partir, de 80 % de cette répartition au titre de 2020, et pas 80 % de l'année dernière. Et si le laboratoire EPI ne se crée pas, la somme est remise, dans le pot commun.

**Le Président du Conseil académique** indique que ce n'est pas ce qu'avait souhaité la commission de la recherche. Il voit au moins un correctif à apporter au tableau. Il découvre tardivement que EPI n'est pas dans le domaine 1 SHS, mais doit être affiché dans le domaine 2, en STS.

**Monsieur Chabriot** rappelle le code de l'éducation qui précise que c'est à la commission de la recherche du conseil académique de répartir l'enveloppe des moyens destinés à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration, sous réserve du cadre stratégique de ces répartitions.

**Madame Bourmaud** demande pourquoi la commission de la recherche n'a pas décidé. Elle souhaite savoir si la solution d'enlever le montant en correspondance des chercheurs, enseignants-chercheurs et PU-PH qui se détachent de PIMIT et de mettre les sommes correspondantes à EPI a été envisagée.

**Le Président du Conseil académique** acquiesce. Le calcul fait pour PIMIT prend en compte les trois départs vers EPI.

**Madame Bourmaud** conclut qu'un volant n'est pas mis dans la case EPI et enlevé de la case PIMIT.

**Le Président du Conseil académique** fait remarquer que ce volant est transféré d'une ligne à une autre. En complément, il indique que les membres de la commission de la recherche considéraient que les données du tableau n'étaient pas stabilisées. La commission de la recherche évoquait que les années précédentes 80 % étaient ouverts qu'en avril. C'est la raison pour laquelle, il a été souhaité de prévoir une dotation le plus tôt possible pour construire un budget 2020.

**Madame Bourmaud** rebondit sur les propos du Président du conseil académique, par rapport aux critères (la formule, le nombre de thèses avec le domaine et le statut) qui sont défavorables aux SHS, elle en convient. Toutefois, elle fait remarquer que le nombre de thèses est favorable aux SHS et rappelle qu'en sciences, il ne peut pas avoir de thésards qui n'ont pas de bourse de thèse, ce qui limite les bourses de thèses. Ils ne peuvent pas être inscrits à l'école doctorale, ce qui n'est absolument pas le cas en SHS. Donc l'avantage pour les SHS par rapport au nombre d'inscrits en thèse.

**Le Président du Conseil académique** propose, 80 % de N-1, conformément à la décision de la commission de la recherche, et un correctif apporté pour ouvrir 80 % d'une estimation budgétaire à EPI sachant que la probabilité qu'elle soit créée au 1er janvier 2020 est extrêmement forte.

Il attire l'attention sur la dernière colonne du tableau relative aux fluctuations importantes, car il y aura beaucoup de thèses soutenues une année, puis plus aucune l'année suivante, ce qui donne des moyens qui peuvent diminuer de façon assez considérable et donne l'exemple d'un laboratoire avec -30 % pour 29 chercheurs. Cette situation d'illégalité mérite de reprendre cette réflexion. Il n'y a pas uniquement le CQ, et certaines équipes sont particulièrement bien dotées sur les ressources affectées, et en conventions libres. Pour d'autres équipes, le CQ est important et représente jusqu'à 10%, mais c'est factuel car les recherches donnent lieu à des financements extérieurs et rarement dans certains domaines, dont les SHS.

**Monsieur Chabriot** refuse de voter. Il considère ne pas avoir à voter sur la répartition de l'enveloppe, conformément aux textes du code de l'éducation. A son sens, le conseil d'administration se positionne sur l'enveloppe globale et le cadre stratégique de la répartition. Il considère avoir beaucoup discuté de l'enveloppe globale, et très peu sur le cadre stratégique de la répartition.

Sans autre remarque, le Président reformule la proposition qui est de valider 80 % de la dotation N-1 pour tous les laboratoires, sauf le groupe de recherche EPI pour lequel, il serait alloué 80 % du théorique 2020 corrigé.

Le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :					31	
Refus de vote	2					
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°7. Prime d'encadrement doctoral et de recherche – campagne 2020.**

*Rapporteur : Président du Conseil académique.*

La prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) peut être attribuée dans les quatre situations suivantes :

- Situation 1 : en raison d'une activité scientifique d'un niveau élevé au regard notamment de la production scientifique, de l'encadrement doctoral et scientifique, de la diffusion de leurs travaux et des responsabilités scientifiques exercées et des conditions d'exercice ;
- Situation 2 : en raison d'une contribution exceptionnelle à la recherche ;
- Situation 3 : aux lauréats d'une distinction scientifique de niveau international ou national dont la liste est fixée par arrêté du 20 janvier 2010 ;
- Situation 4 : aux enseignants-chercheurs placés en délégation auprès de l'institut universitaire de France.

Conformément au décret n° 2009-851 du 8 juillet 2009 modifié, le conseil d'administration arrête, après avis de la commission de la recherche du conseil académique, les critères de choix des bénéficiaires de la PEDR ainsi que le barème afférent au sein duquel s'inscrivent les attributions individuelles.

La PEDR est attribuée de plein droit par le Président pour les personnels relevant des situations 3 et 4. Pour les autres situations, c'est au cas par cas, en fonction du contingentement qui a été identifié. Ces éléments ont été validés au conseil académique en formation restreinte, l'avis du

CA est requis sur le montant et le barème des primes qui est de 5 000 euros/an pour les maîtres de conférences et professeurs des universités, et de 6 000 euros/an pour les chaires mixtes.

**Monsieur Chabriat** demande une définition institutionnelle et réglementaire, de ce qu'est une chaire mixte.

**Le Président** répond que ce sont les emplois identifiés dans le cadre des partenariats qui sont cofinancés par les organismes de recherche. Ces emplois alloués par ces organismes dans les unités mixtes de recherche font l'objet d'un cofinancement pendant la durée de la contractualisation. Ces chaires mixtes sont déchargées d'enseignement et bénéficient d'une dotation de fonctionnement dédiée sur la durée de la contractualisation.

**Monsieur Chabriat** entend toute la démarche concernant les attributions aux différents collègues. Il demande quel est l'objectif car il y a une décharge d'enseignement et une PEDR. Il considère qu'une valeur ajoutée est attendue à ce contrat entre un chercheur, un enseignant-chercheur qui bénéficie d'une position, selon ses propos, tout à fait favorable.

**Le Président** acquiesce, les chaires mixtes sont amenées à fournir une activité de recherche d'excellence soutenue. Ce sont souvent des collègues qui sont sur des créneaux de recherche à forte valeur ajoutée.

**Monsieur Chabriat** demande s'il s'agit d'un dispositif « interne ».

**Le Président** fait savoir que le dispositif est utilisé nationalement et arrive en fin de vie. A sa mise en œuvre, des dotations étaient allouées aux organismes de recherche pour compenser la part qu'ils amenaient sur les emplois. Ce qui représente 50 % de la part de l'organisme de recherche, et 50% de l'établissement. Avec les évolutions statutaires et la raréfaction des moyens, ils ont décliné. Cela a conduit à ce que ces chaires mixtes se transforment progressivement en délégation des collègues. Sur ce dispositif, il ajoute que quelques collègues dans l'établissement sont concernés par les chaires mixtes, mais cela va progressivement disparaître.

**Le Président du Conseil académique** cite l'INSERM qui est partenaire du programme chaire mixte EPST université, dans le domaine de la biologie santé. En réponse à Monsieur Chabriat, il répond que c'était effectivement très orienté UMR en accord avec les grands organismes de recherche et un président d'université. C'est comme cela que la négociation s'est opérée dans l'établissement, sous la précédente gouvernance. L'objectif était d'élever la production scientifique des UMR.

**Le Président** fait constater que c'est une politique où tout le risque était porté par l'établissement. C'est-à-dire que le recrutement d'un professeur d'université par exemple, ne dure pas que cinq ans tandis que la durée de la contractualisation est fixée pour cinq ans, donc les organismes de recherche se désengagent. La masse salariale qu'ils amenaient, est enlevée et remplacée par des délégations qui amènent des masses salariales ou des compensations qui sont largement inférieures. La charge pérenne reste sur l'établissement. Ce document a été validé par la commission de la recherche lors de sa séance du 08 octobre 2019.

Sans autre remarque, il procède au vote.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	31	contre	0	abstention(s)	0

**Point n°8 : Désignation des nouveaux membres de l'université au CA de l'établissement public**



## du parc national de La Réunion.

Rapporteur : Président.

Le précédent vice-président du conseil d'administration en charge de la recherche et de la valorisation (VPCA-RV) et le Président du conseil académique respectivement, titulaire et suppléant, siégeait au sein du conseil d'administration du parc national. Suite à la nomination de la nouvelle VPCA-RV, il est nécessaire d'actualiser une délibération pour la participation de ces collègues du conseil d'administration du parc national. La proposition faite aux administrateurs est de désigner en tant que titulaire Madame la Professeure Sophie Geoffroy, et en tant que membre suppléant, Monsieur le professeur Gilles Lajoie.

Sans remarque particulière, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	31	contre	0	abstention(s)	0

### Point n°9. Modification des statuts : D2ER et UFR ST.

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

#### a. Modification des statuts : D2ER

La première modification des statuts est relative au P2ER qui devient la direction de l'entrepreneuriat étudiant de La Réunion (D2ER), notamment en raison de la réorganisation des services dans le cadre de la création des pôles pour éviter une confusion sur la dénomination.

Les modifications de ces statuts portent sur :

- sa gouvernance : la création d'un comité stratégique qui va reprendre le rôle de l'ancien comité de pilotage dans ses missions et dans son rôle. Sur ce comité de pilotage, présidé par un président qui est élu par le comité stratégique, sur proposition du Président de l'université parmi les quatre membres élus du comité de pilotage siégeant au comité stratégique, pour une durée de quatre ans renouvelables une fois ;
- le comité de pilotage qui prévoit une composition plurielle car les établissements tant publics que privés composent ce comité de pilotage (cf. annexe 1). Le fonctionnement du comité de pilotage présidé par le directeur de la D2ER qui peut se réunir en commission thématique ou plénière ;
- le directeur de la D2ER qui est choisi parmi les enseignants-chercheurs et les enseignants de l'université de La Réunion et nommé par le Président de l'université pour un mandat de quatre ans renouvelables. Les missions du directeur sont détaillées dans l'article 15.

Pour terminer, ces modifications ont reçu les avis du comité de pilotage et de la commission des statuts le 29 octobre 2019.

**Le Président** soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	31	contre	0	abstention(s)	0

#### b. Modification des statuts : UFR ST

Les principales modifications portent sur les formes et les références réglementaires du code de l'éducation. Des précisions sont également apportées sur :

- les attributions du conseil : un point ajouté dans l'article 10 ;
- la répartition des crédits de fonctionnement entre les différents départements de formation et les services administratifs de la composante ;
- des modifications en vue d'harmoniser les appellations des directeurs adjoints des UFR conformément à la réglementation par le directeur donc le doyen ;
- la section 2 à l'article 11 concernant les directeurs et directeurs adjoints : une précision sur le directeur qui est choisi parmi les enseignants-chercheurs, les enseignants ou les chercheurs qui participent à l'enseignement en fonction dans l'UFR ;
- l'article 12 que le directeur est assisté au plus par quatre directeurs adjoints conjointement en charge de la formation et l'insertion professionnelle de la recherche et que l'un d'entre eux soit un premier directeur adjoint sur proposition du directeur de l'UFR,
- le directeur qui préside le conseil et prépare ses délibérations, un élément a été ajouté en point 8 à l'article 15 ;
- le chapitre 2 concernant l'organisation pédagogique et de recherche à l'article 18, l'énoncé des huit départements de formation avec l'inclusion du département d'informatique ;
- l'élection du directeur par toutes les personnes titulaires stagiaires et les contractuels à durée indéterminée, enseignants-chercheurs, enseignants et BIATSS affectés au département, et parmi les enseignants, enseignants-chercheurs statutaires du département. Une précision également sur les modalités d'élection ;
- les responsables, a été ajouté le responsable de mention pour préciser les termes ;
- les articles 19 et 20 des statuts qui sont la concrétisation de la mise en œuvre de la délibération du conseil d'administration du 10 juillet 2017 concernant l'association des unités de recherche aux composantes. Conformément à l'article L713-3 du code de l'éducation, les unités de recherche associées à l'UFR sciences et technologies, dont la liste est annexée aux statuts, incluant huit unités de recherche ;
- l'article 20 qui intègre la commission académique qui propose à l'UFR les orientations en matière de stratégie formation-recherche.

**La directrice de l'UFR ST** signale que ces statuts ne sont pas tout à fait fidèle à ce qui a été proposé et voté par le conseil d'UFR, notamment sur l'adossement du laboratoire PVBMT. Le conseil d'UFR avait proposé de distinguer sept laboratoires et pour PVBMT avec la mention "associés aux activités" avec le même vocable que celui qui a été utilisé dans les statuts de l'OSU-R.

**Le responsable du SAJC** confirme que la commission des statuts a souhaité se prononcer sur l'intégration de PVBMT dans les unités de recherches associées.

**La directrice de l'UFR ST** profite du conseil d'administration pour revenir sur ces questions. Il lui semble que dans le rapport du Hcéres, une préconisation consiste à utiliser le label adossement principal et adossement secondaire. Elle pense qu'il faudrait relancer ce travail et clarifier les choses. Elle indique sur un premier projet, qu'il y avait l'ensemble de ces laboratoires. Mais, n'étant pas la bonne formule, puisque PVBMT est déjà adossé à l'UFR SHE, il fallait revenir sur les premiers statuts qui ont été déposés. Elle constate maintenant être revenue sur les statuts initiaux en termes de liste de laboratoires associés.

**Le Président** précise que le conseil d'administration a fixé un cadre qui est la délibération du 10 juillet 2017. Celle-ci ne limite pas l'association des unités de recherche aux composantes. Une unité de recherche peut être associée à plusieurs composantes, et ne mentionne pas non plus des associations principales et secondaires, dans le sens où, la délibération place l'ensemble des unités de recherche associées sur le même plan. Il souligne la logique de mise en application d'une délibération du conseil d'administration.

**La directrice de l'UFR ST** reconnaît que cela a déjà fait l'objet de plusieurs discussions. Elle s'étonne que la délibération permet plusieurs associations, mais elle précise que le conseil de l'UFR s'est prononcé différemment.

**Le Président** relève que le conseil de l'UFR s'est prononcé hors cadre, à la fois sur le vocable et son implication dans les statuts. Le conseil d'administration a statué, donc il impose ce cadre. Il indique que c'est au conseil d'administration de fixer ces éléments de réglementation interne. La délibération telle qu'elle a été proposée utilisait un vocable qui n'existe pas et qui n'est surtout pas conforme à la délibération du Conseil d'administration, donc elle n'est pas régulière de ce point de vue.

**La directrice de l'UFR ST** pense qu'il faudra également revoir les statuts de l'OSU-R. Par ailleurs, elle demande de pouvoir travailler sur ce qui a été voté par le conseil d'administration pour davantage de précision. Elle suggère une piste qui serait la recommandation du Hcéres sur le vocable « principale ou secondaire ».

**Le Président** acquiesce. Il précise être dans un cadre existant donc il faut bien l'utiliser. Elle rejoint ses propos sur les autres statuts qui ne respecteraient pas cette délibération, et devront être modifiés, y compris l'OSU-R.

Sans autre remarque, le Président procède au vote.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention(s)	7

#### **Point n°10. Demandes de financement et labellisation de colloque.**

*Rapporteur : Président du Conseil académique.*

##### **a. Demandes de financement**

Les douze demandes de financement suivantes ont reçu un avis favorable de la commission de la recherche lors de sa séance du 08 octobre 2019 :

- **IRISSE (EA 4075)** : AssistBalance : 397 440€ (autres financeurs) ;
- **UMR DÉTROIT et PIMIT** : Equipements en Recherche Biomédicale : 74 596, 39€ dont 71 727,30 € (autres financeurs) et 2869,09€ (apport université) ;
- **UMR Entropie** : Acquisition d'équipements océanographiques pour étudier les masses d'eau à La Réunion et dans l'océan Indien occidental : 93 816,25€ dont 93 208,32€ (autres financeurs) et 607,93€ (apport université) ;
- **UMR DÉTROIT** : Equipement du Bâtiment Recherche de l'UFR Santé : 4 467 963,20€ (UE FEDER) ;
- **EA LCF** : Vernon-Lee et la génétique textuelle : 258 387,21€ (autres financeurs) ;
- **EA DIRE** : KREOLE.H Creole Ecologies: an Environmental History of Biodiversity, Health and Nutrition in Tropical and Subtropical Outermost Island Societies (late 19th – late 20th centuries) : 433 574,11€ (autres financeurs)
- **UMR Entropie** : Pêche innovante à l'espadon pour réduire les captures accessoires à La Réunion : 21 312,87€ dont 17 050,38€ (autres financeurs) et 4 262,59€ (apport université) ;
- **IRISSE (EA 4075)** : Substrat neurobiologique du contrôle autonome cardiorespiratoire & implications en entraînement respiratoire : 411 000€ (autres financeurs) ;
- **UMR PIMIT** : CRCT : 10 290,20€ (UE FEDER) ;
- **UMR ENTROPIE** : Soutien à la formation par la recherche : 3 690€ (autres financeurs) ;
- **EA CEMOI et EA LCF** : Evaluation de l'expérimentation « Jeunes en Mouvement vers l'Emploi » portée par la mission locale sud : 202 553,26€ dont 41 488,26€ (autres financeurs) et 161 065€ (apport université) ;
- **IRISSE (EA 4075)** : Projet Sport Sur Ordonnance : 20 000€ (autres financeurs).

Le Président soumet aux voix.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				31		
Nombre de voix	pour	31	contre	0	abstention(s)	0

**b. Labellisation de colloque.**

La labellisation ci-dessous a reçu un avis favorable de la commission de la recherche lors de sa séance du 08 octobre 2019 :

- **Conférence internationale de OSOI** : Océan Indien au XXIème siècle : transitions et mutations pour un montant de 61 650€.

Le Président soumet aux voix.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				28		
Nombre de voix	pour	28	contre	0	abstention(s)	0

**Point n°11. Appel à projets : Projet PIA campus des métiers et des qualifications.**

*Rapporteur : Directeur de l'institut universitaire de technologie.*

Avant de commencer la présentation, le directeur de l'IUT remercie toutes les personnes qui ont soutenu ce dossier au niveau de l'université, de l'équipe présidentielle, ainsi que l'académie de La Réunion.

Il s'agit d'un appel à projets dans le cadre du troisième volet du programme d'investissements d'avenir (PIA 3) pour les campus des métiers des qualifications (CMQ). L'université de La Réunion s'associe à deux campus des métiers des qualifications existantes localement dans le domaine de l'éco construction en milieu tropical, et sur la partie du management et services numériques. C'est une mesure investissement d'avenir, action en territoire d'innovation pédagogique qui vise à promouvoir des démonstrateurs, des éléments d'excellence sur un territoire et accompagner des projets sur une enveloppe globale de 50M€ qui a été lancé en 2019 avec un dépôt de dossier, au plus tard le 10 octobre 2019 (cf. fiche synthétique).

Le projet s'intitule "Mieux Construire dans un Environnement Numérique et Tropical" avec une volonté de positionner les actions de formation en lien avec les éléments de recherche, pour une montée en qualification des différents acteurs du territoire, en associant ces deux dimensions : la construction et l'appui au contexte économique et au contexte de formation sur l'appropriation des outils.

Ce projet est labellisé MCENT qui vise à renforcer la visibilité des deux campus des métiers et des qualifications, donc à assurer une montée en compétences techniques, en privilégiant certaines thématiques : développement durable, réhabilitation des bâtiments, et les analyses de cycle de vie avec tout ce qui est valorisé au sein de l'université sur le volet matériaux et techniques innovantes dans certains laboratoires qui sont également partenaires de cette opération.

Sur l'environnement numérique, c'est miser sur les nouvelles techniques de construction qui se déploient autour du Building Information Modeling (BIM) qui consiste, à passer sur une

visualisation et un flux, dans le volet construction autour d'outils numériques, et d'y associer aussi toutes les dimensions développement recherche actuelles autour des objets connectés, donc des bâtiments intelligents qui sont associés à cette dimension BIM.

La durée du projet a été envisagée sur cinq ans. L'investissement porte sur 50 % maximum de la caisse des dépôts et consignations. Il fallait trouver des financeurs à cette opération avec une limitation de la part des fonds publics qui est plafonnée à 700K€. Le travail qui a été réalisé était de trouver des financements privés à cette opération. Donc l'investissement de certains opérateurs, qu'il remercie également, pour l'accompagnement au niveau des financements privés sur ce volet, à hauteur de 1.05 million euros.

Quatre axes d'actions majeurs (ou cellules d'actions) graviteront autour du Numérik'LAB (cœur du projet) avec des interactions entre les éléments. Chaque axe est piloté par un coordonnateur et est basé principalement soit dans un CMQ, soit dans une composante de l'université de La Réunion (cf. dossier).

Il termine en précisant que ce dossier a été instruit par une équipe de l'IUT et en particulier avec le directeur adjoint de l'IUT, Frédéric Wintzerith qui a beaucoup œuvré, et il tient à remercier ainsi que l'ensemble des collègues de l'université qui ont participé aux réunions et rencontres au niveau de la caisse des dépôts et consignations.

Enfin, sur les avancées, il informe qu'un certain nombre de dossiers ont été retenus pour une audition. Un retour du PIA est prévu pour le mois de décembre 2019 et il espère être lauréat de cet appel à projets.

**Le représentant du recteur** ajoute au niveau académique, que le recteur a été très attentif à l'objet de ce PIA. Outre la visibilité des campus, c'est aussi le fait de travailler sur le bâti tropical de manière basique sur toutes les problématiques liées au bâti scolaire et à son développement. Il y a de vrais enjeux localement, sur la zone et au-delà qui étaient de réussir à fédérer sur la petite équipe, même si elle s'est étendue. Il fait part des remerciements du recteur pour toutes ces personnes qui ont contribué à faire émerger ce projet, et en particulier Frédéric Wintzerith et Richard Lorion, les deux directeurs opérationnels des campus qui sont le noyau dur de ce travail. Pour finir, le projet et la visibilité des campus démontrent le travail partenarial qui dresse une ligne entre l'enseignement supérieur, la recherche et le monde économique. Le souhait est que les projets se poursuivent très rapidement.

**Le Président** partage l'ensemble des remerciements et pense que la plus grande reconnaissance sera de décrocher ce PIA 3 qui n'est jamais très simple comme appel à projets. Il considère avoir de très bonnes chances sur ce dossier, vu la qualité du partenariat et son objet pour les territoires. Il informe que ce dossier a déjà été déposé, mais n'ayant pas de conseil d'administration en amont, les équipes ont commencé à y travailler. Il s'agit donc de régulariser une situation qui existe déjà.

Le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°12. Projet d'attribution de bourses d'excellence.**

*Rapporteur : Sophie PRIMA, chargée des formations internationalisées, des conventions et de la promotion de la mobilité.*

Le programme de bourses d'excellence existe depuis 2016 et est destiné aux étudiants de la zone Océan Indien pour faire une année en master 2. L'objectif principal est de sélectionner les

étudiants qui souhaitent poursuivre en thèse si possible, en co-tutelle de thèse, et aussi de participer au rayonnement de l'université dans la zone Océan Indien.  
Pour cette année, il s'agit d'une régularisation, puisque le programme de bourse d'excellence a commencé depuis le mois d'août 2019.

En 2019/2020, l'université de La Réunion financera huit bourses d'excellence pour des étudiants de la zone Océan Indien et de la Chine spécialement recrutés en deuxième année de master.

Les six bourses attribuées aux étudiants de la zone Océan Indien sont intégralement financées par l'université, pour un montant total de 42 600€. La direction des relations internationales consacre 50K€ à ce programme sur fonds propres.

Chaque étudiant sélectionné bénéficiera de dix mensualités de 710 € à compter de son arrivée à l'université de La Réunion.

Puis, les deux bourses attribuées aux étudiants chinois sont financées par le Hanban (siège chinois des Instituts Confucius) pour un montant de 17K€ qui couvrent les bourses et un forfait billets d'avion (1400€ par étudiant pour un aller-retour Chine-Réunion).

Ces 17K€ ont été transférés par le Haban à l'Institut Confucius de La Réunion (ICR). Pour des raisons d'efficacité, cet argent a été versé de manière interne par l'ICR à la DRI afin que celle-ci alloue les bourses de manière mensuelle aux étudiants concernés.

*Le Président procède au vote.*

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

### **Point n°13. Programme du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).**

*Rapporteur : Vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.*

L'établissement a publié le 10 juillet 2019, l'appel à projet numéro 3 au titre du programme FSDIE 2019. La campagne s'est clôturée le 08 septembre 2019 pour une commission qui s'est réunie le 23 septembre 2019. Huit dossiers ont été réceptionnés, sept ont été déclarés administrativement recevables et éligibles. Après examen des sept dossiers recevables et éligibles, six projets ont été retenus pour un montant total de 12 297 euros. Ces projets ont reçu un avis favorable de la commission de la formation et de la vie universitaire.

*Le Président soumet aux voix.*

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

### **Point n°14. Programme de soutien au fonctionnement des associations.**

*Rapporteur : Vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.*



Le programme de soutien au fonctionnement des associations vise à développer la vie associative. Le programme est alimenté par les reliquats de l'enveloppe FSDIE pour privilégier des initiatives au titre d'une structure associative. Ce programme remplace les subventions accordées aux organisations syndicales qui ne sont plus reconduites depuis 2017.

La répartition des crédits dans le cadre de ce programme s'établit avec des montants alloués sur la base d'appels à candidature. Les associations concernées sont l'ASUR, l'UNEF REUNION, le BDE IAE et GRAND AIR qui sont domiciliées à l'université de La Réunion, avec un principe d'un minimum de 2 500 euros par association et d'un plafond de 8 000 euros.

Cette répartition a reçu les avis favorables de la commission du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes et de la commission de la formation et de la vie universitaire lors de sa séance du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Monsieur Manant** selon ses propos, trouve anormal et cela depuis la précédente mandature, qu'une organisation syndicale étudiante dont il fait partie et qui est représentative à l'université comme au CROUS depuis cinq ans, n'ait jamais reçu un soutien financier aussi bien de la part de l'université que d'autres structures. Il espère que cela changera pour la prochaine mandature.

**Le Président** fait mention des conditions de domiciliation des associations qui donnent lieu ensuite à des critères d'attribution de moyens. Il lui conseille cette procédure administrative pour pouvoir aboutir à cette demande.

Sans autre remarque, le Président procède au vote.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				29		
Nombre de voix	pour	29	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°15. Règlement intérieur et modification de la composition de la commission carrière des enseignants.**

*Rapporteur* : Président du Conseil académique, chargé de mission, carrière des enseignants.

##### **a. Règlement intérieur.**

La commission « carrière des enseignants » a pour mission d'assurer une gestion des dossiers de promotion de tous les enseignants. Elle devra émettre des recommandations ou des propositions au Président, afin qu'il puisse formuler son avis à destination du recteur.

Elle assure sa mission à partir d'un règlement intérieur. Celui-ci a été modifié lors de la commission dans sa séance du 03 octobre 2019.

Considérant les difficultés à organiser des commissions, faute de quorums et en raison des emplois des représentants enseignants, il était nécessaire de revoir le règlement intérieur pour rendre le fonctionnement de cette commission plus souple et plus efficient.

##### **b. la composition de la commission « carrière des enseignants ».**

La commission carrière des enseignants est présidée par le chargé de mission « carrière des enseignants » ou son représentant, assisté par le(la) directeur(trice) des ressources humaines ou son représentant. Ils participent aux débats sans avoir de voix délibératives.

La commission carrière des enseignants est paritaire et composée de quatre membres de l'administration titulaires et de quatre membres suppléants, parmi les directeurs de composantes ou de services, ainsi que de quatre enseignants titulaires et de quatre enseignants suppléants tous affectés à l'université, issus de listes de candidats. Afin de tenir compte de l'évolution des carrières des enseignants, sa composition est revue.

Réglementairement, l'éducation nationale a créé une hors classe ou classe exceptionnelle pour les professeurs certifiés affectés dans l'enseignement supérieur (PRCE) qui n'existait pas auparavant. La révision s'est faite en binôme par classe exceptionnelle-hors classe et hors

classe-classe normale, à la fois pour les PRAG et les PRCE. Ainsi, les titulaires et suppléants seront représentés pour les catégories de professeur agrégé de l'enseignement du second degré (PRAG) et de PRCE.

Le règlement intérieur et la composition de la commission « carrière des enseignants » ont été validés par la commission « carrière des enseignants » réuni le 03 octobre 2019 et au comité technique d'établissement dans sa séance du 07 octobre 2019.

Le Président complète en précisant que la délibération portera sur les fonctions, puis soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				30		
Nombre de voix	pour	30	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°16. Mise en place du RIFSEEP pour les personnels de bibliothèque.**

*Rapporteur : Directeur des ressources humaines.*

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour la filière des bibliothèques est le nouvel outil indemnitaire de référence qui remplace la majorité des primes et indemnités existantes dans la fonction publique de l'Etat.

La réglementation impose sa mise en place depuis le 1er juin 2018 pour tous les personnels de la filière bibliothèque. Par conséquent, un premier effet rétroactif sera effectué, puis un deuxième au 1er janvier 2018 pour les personnels magasiniers concernant les primes de chaussures et de travaux dangereux pour un rattrapage de l'ensemble de ces primes.

D'un point de vue méthodologique, l'administration a organisé deux groupes de travail : en formation préliminaire le 03 juin 2019 et en formation comité technique le 02 juillet 2019 avec la participation de trois organisations syndicales sur cinq.

Sur les travaux menés, la volonté du groupe de travail en formation était de prévoir un montant unique par groupe de fonction, sur le même principe concernant la filière ITRF.

Le comité technique d'établissement réuni le 06 novembre 2019 a émis un avis unanime.

Le paiement interviendra sur le mois de décembre 2019.

Après avoir présenté la cartographie par catégorie, il remercie l'ensemble des collègues pour leur investissement sur les groupes de travail qui a permis d'aboutir à cette cartographie.

**Madame Dumont** demande une précision : dans le GT en formation CTE, cela signifie-t-il que ce sont les syndicats représentés en CTE, mais pas forcément les élus ?

**Le Président** confirme.

**Madame Dumont** regrette quand même qu'il n'y ait eu que trois personnes pour valider ce projet.

**Le Président** répond que c'est lié au défaut de quorum d'une séance qui comportait des points importants.

Le Président procède au vote.

Résultat du vote	
Vote à	main levée
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :	28

Nombre de voix	pour	28	contre	0	abstention(s)	0
----------------	------	----	--------	---	---------------	---

### **Point n°17. Note de cadrage des missions relevant des services de la direction des ressources humaines.**

*Rapporteur : Directeur des ressources humaines.*

La note de service encadre les déplacements temporaires des personnels de l'université hors du département dans le cadre des formations : colloques, séminaires, congrès, concours et examens professionnels hors ressources propres et hors ressources affectées. C'est-à-dire, les missions qui sont financées sur le budget établissement.

Le directeur des ressources humaines présente les grandes lignes de la note : les dispositions générales, la procédure de prise en charge du déplacement et les remboursements des frais de déplacements.

- a. Dispositions générales : un agent est considéré en mission, s'il dispose d'un ordre de mission inférieur à 12 mois en résidence administrative et familiale et détient une autorisation d'absence de l'autorité administrative. Les déplacements concernés sont : les formations continues, les formations initiales uniquement préalables à la titularisation, les missions qui englobent les séminaires, colloques et congrès, les concours et examens professionnels ;
- b. Procédure de prise en charge : l'instruction du dossier selon la nature, doit être gérée par le service de la formation pour tout ce qui relève de la formation continue initiale.
- c. Les conditions de prise en charge : pour les séminaires, colloques, congrès et formations initiales, toutes les demandes doivent être en lien avec l'événement inscrit dans le programme de formation continue de l'établissement et proposées sur le territoire métropolitain, ou éventuellement à l'étranger, et doivent faire l'objet d'une validation par l'autorité administrative. Puis, le cas spécifique des concours ou examens professionnels, toute demande doit répondre aux conditions en sus de l'autorisation de l'administration. L'agent doit avoir au moins un an d'ancienneté dans l'établissement. Il doit apporter la preuve d'une convocation et doit respecter un délai d'une année depuis sa dernière date de prise en charge avant d'effectuer une nouvelle demande, sachant que la période s'apprécie à partir du lendemain de la date de retour du précédent déplacement, donc sur une période calendaire.
- d. Les modalités de prise en charge, seuls les services de la direction des ressources humaines sont habilités à effectuer les demandes de réservation des titres de transport auprès de l'agence de voyages. Donc un billet d'avion électronique pour le transport est émis par l'agence et est adressé par courriel aux agents concernés par les déplacements.
- e. Les délais de route : pour les concours et examens professionnels, pour un départ de La Réunion, il est prévu à J-3 avant le début des épreuves et pour un retour le jour J de l'événement ou J+1 après les épreuves. Ensuite, concernant les séminaires, colloques, congrès et formations initiales ou continues, actuellement la règle appliqué est J-2 départ de La Réunion avant le début de la mission et le jour J ou J+1 après la fin de la mission.  
Cette proposition de délai de route est associée au remboursement réglementaire appliqué au niveau de l'établissement.

Cas particulier : les missions qui couvriraient deux événements discontinus, formations, séminaires, colloques dans un intervalle n'excédant pas une semaine, l'agent bénéficiera d'un ordre de mission pour toute la durée de la période. À titre dérogatoire, une tolérance peut être exceptionnellement accordée par Monsieur le Président lorsque le dépassement s'effectue dans le cadre d'un séminaire, colloque, congrès ou formation, dans la limite d'une durée de séjour de sept jours hors événement.

Sous certaines conditions : l'agent devra joindre à son dossier de prise en charge une lettre de motivation visée par son supérieur hiérarchique. Il devra s'acquitter personnellement et

directement auprès de l'agence tout éventuel surcoût impactant le billet d'avion. L'agent devra justifier de toutes ses journées d'absence hors événement programmé et délai de route par des congés annuels.

Pour ce qui est du remboursement des frais de déplacement : pour les concours ou examens professionnels, pas de remboursement, pour les séminaires, colloques, congrès et formations initiales ou continues, peuvent être remboursés les frais d'hébergement, les titres de transport et les repas. Tous les frais qui seraient engagés au-delà des délais de route prévus seront à la charge des agents.

Les pièces justificatives obligatoires pour le remboursement : attestation de présence, les titres de transport (métro, bus, tram, train), les titres de paiement (taxi, véhicule de location) avec les factures établies au nom de l'agent ou toute autre pièce justifiant d'un hébergement.

Sur les justificatifs de repas, il indique que jusqu'à présent ce n'était pas obligatoire mais la réglementation a changé.

Sur le justificatif des repas, **Madame Dumont**, fait part d'un déplacement récent pour une mission organisée par la formation, et déclare ne pas être au courant de ce changement de réglementation. Par conséquent, elle n'a pas gardé de justificatifs de repas. Elle interroge sur la date précise de l'application.

**Le DFC** répond que ce décret date de février 2019. Il reconnaît qu'au sein de l'établissement, il n'y a pas eu de communication. Toutefois, elle s'applique aux personnes qui partaient en mission, après la diffusion du courriel adressé aux ordonnateurs, le 23 octobre 2019. Il rappelle que ces justificatifs d'hébergement et de repas sont à fournir au seul ordonnateur, sur la même base de remboursement des frais supplémentaires de repas. L'ordonnateur doit contrôler l'effectivité de la dépense comme il le fait actuellement, pour l'hébergement et ce sera dorénavant le cas pour les repas. Pour finir, il indique que les collègues qui ont voyagé avant cette note, même si le décret est antérieur, ne se verront pas rejeter leurs dépenses de frais de repas. Ces documents restent au niveau de l'ordonnateur, ne sont pas à transmettre à l'agence comptable, qui ne fait qu'un contrôle de liquidation, à partir des dates de mission.

**Madame Dumont** pense que le service formation a déjà une charge de travail au niveau des actions de formation pour les mettre en place. Elle trouve dommage, selon ses propos, qu'ils « perdent du temps » à faire ce type de mission. Jusqu'ici, elle indique que cela se gère dans les services respectifs. Elle témoigne, pour sa part, depuis qu'elle est rentrée de sa mission, ne pas avoir eu le temps de déposer ses justificatifs au service formation. Par ailleurs, elle pense que quand c'est géré dans le même service, c'est plus simple qu'à distance.

**Madame Bourmaud** constate que c'est valable pour tous les personnels, dont les enseignants et les enseignants-chercheurs, mais pas pour les colloques, recherches, etc. Elle reproche que cette note n'est pas écrite avec précisions en amont car à la première lecture, elle ne l'avait pas lu dans ce sens. Par ailleurs, dans le cadre des enseignants-chercheurs, les conditions de prise en charge font l'objet d'une validation par l'autorité administrative. *Quelle est-elle dans le cas d'un enseignant-chercheur ? Celle du laboratoire ? Celle de la composante d'affectation ?*

Pour répondre aux interrogations, elle précise dans le cadre des congrès.

**Le Président** indique, s'agissant de l'autorité dans le cadre d'une partie formation, qu'il s'agit de la composante.

**Madame Bourmaud** poursuit sur les délais de route, pour un départ à La Réunion à J-2, pour arriver à J+1 sur la métropole. *Existe-t-il des dates de départ et de retour par exemple, à un congrès international sur ressources affectées ?*

**Le DRH** recadre le périmètre concerné par la note de service pour les déplacements qui sont gérés par le service formation et la cellule concours de la direction des ressources humaines.

Pour rebondir sur le témoignage de Madame Dumont, certaines missions sont gérées directement en composante, mais hors ressources affectées et hors ressources propres. Ce budget de fonctionnement qui est attribué, relève du budget à caractère général.

**Le Président** ajoute sur les ressources affectées, qu'il n'y a pas de cadrage. Toutefois, le CTE demande d'élargir cette note de service à l'ensemble des déplacements sur ressources à caractère général (hors ressources propres hors ressources affectées). Ainsi ne sont pas concernés les contrats recherche, ni les contrats d'établissement, par exemple.

**Le directeur de l'IUT** pour sa complète compréhension interroge sur le volet formation. Dans le cadre des évolutions de programmes, des collègues font régulièrement des formations non prises en charge par le service formation de l'établissement, donc supportées par l'IUT, à la fois sur les ressources propres ou sur d'autres types de ressources. Il demande si les modalités de fonctionnement restent les mêmes, puisque ce n'est pas géré par la direction des ressources humaines.

**Le Président** spécifie que les ressources propres et affectées sont hors périmètre, ce qui ne signifie pas non plus qu'il faut en abuser.

**Madame Wallian** interroge dans le cas d'une dotation de laboratoire, est-ce une ressource propre ?

**Le Président** répond par la négation, c'est une ressource à caractère général, la note de service serait appliquée, si le périmètre est élargi comme l'a demandé le comité technique d'établissement.

**Madame Wallian** demande : *si un personnel suit une formation tous frais payés et ne se présente pas aux examens pour lesquels il est formé, que se passe-t-il ?*

**Le Président** resitue les cas relevant du service formation. Celui-ci valide la formation souhaitée et l'ensemble de la prise en charge du déplacement au regard de la mission. Sur la participation du personnel aux examens, cela revient au choix du candidat.

**Madame Wallian** entend que l'université peut subventionner une formation pour un agent qui ne passerait pas les examens. C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'obligation de passer les examens mais l'obligation de suivre la formation ?

**Le Président** considère que dans le cas d'un apprenant en formation continue qui est en activité, il peut faire le choix de suivre son cursus, en deux ans ou autre.

**Madame Wallian** fait remarquer que cela occasionne d'autres coûts.

**Le Président** répond que ces coûts sont arbitraires. Il donne l'exemple des aménagements de services pour les enseignants qui font des activités de recherche, mais qui n'obligent pas une soutenance de thèse dans un laps de temps donné. Il y a un accompagnement, mais le choix de faire aboutir ou pas à la formation dépend de l'intéressé. Il n'est pas possible d'obliger une personne à passer un examen.

**Monsieur Chabriat** est surpris par la réponse dans le sens où, de son point de vue, il y a un contrat et un engagement. Ceci étant, sa question concerne la note de service où il émet des incompréhensions. « Chemin faisant », il comprend qu'en fait la note est très pointue. Quand il entend parler de ressources affectées et à caractère général, il considère que ce sont des financements de l'université, quelles que soient les ressources. *Nous sommes des fonctionnaires, nous utilisons des financements publics pour réaliser une mission. Quel est le cadre général pour réaliser la mission ?*

**Le Président** indique que le cadre de l'État est repris dans la note de service, qui énonce l'ensemble des textes associés. Le cadre réglementaire élargi à ses déclinaisons locales, la note de service à sa note de cadrage, qui est par ailleurs demandée par les agents. Cela permet de donner les critères et les modalités de fonctionnement de l'établissement.

**Monsieur Chabriat** est surpris sur les critères donnés sur un champ « très pointu et précis ». Il souhaite avoir les textes de référence pour l'ensemble des missions.  
*Est-ce que cette note est nécessaire eu égard au caractère général ?*

**Le DRH** insiste sur les missions relevant du service formation. Actuellement au niveau des composantes ou autres, il n'y a pas d'élément. Ce qui est appliqué se fait en fonction des frais de remboursement qui sont liés à ces déplacements, hors-concours et examens professionnels. L'université est confrontée aux délais de route indépendamment du cadre réglementaire, donc l'objectif de cette note vient cadrer les délais de route, sur un exemple de prolongement après la mission via des congés annuels.

Il rebondit sur les propos de Madame Dumont. Initialement, lorsqu'il a été précisé que seul le service de formation se charge de l'instruction des dossiers, cela s'effectue dans le cadre d'un concours. En revanche, la partie « réservation du billet d'avion » est toujours gérée au sein des structures et ne relève pas du service formation. Il insiste sur le fait de bien les dissocier.

**Le Président** précise la demande du comité technique d'établissement qui souhaite que cette note se généralise aux ressources à caractère général, en laissant la gestion où elle est habituellement effectuée. Il fait remarquer que la direction des ressources humaines ne pourra pas gérer toutes les missions de l'établissement.

**Monsieur Chabriat** interpelle le directeur des ressources humaines en disant que l'objectif de cette note sert exclusivement à préciser les délais de route.

**Le DRH** répond par l'affirmative mais ajoute qu'il s'agit aussi des modalités de prise en charge, qui est également une procédure.

**Monsieur Timol** demande si cette note s'adresse uniquement aux actions de formation.

**Le Président** répond par l'affirmative, mais concerne également celles qui sont gérées par le service formation.

*Un long débat se poursuit avec d'autres administrateurs qui émettent des interrogations sur l'objectif de la note par rapport aux textes réglementaires et la disparité entre ceux qui relève ou non de cette note.*

**Le DFC** estime que la durée de la mission est définie par l'ordre de mission qui est établi par l'ordonnateur au vu d'une convocation ou d'une inscription à un colloque avec une date bien définie, prenant compte des délais de route d'éloignement.

La note a pour but, selon lui, de réglementer les demandes des agents qui vont au-delà de ce délai de route, pour des raisons de convenance personnelle, et qui souhaitent rallonger le déplacement. Toutefois, cela ne change pas le mode de calcul des remboursements des frais de déplacement. Ainsi, cela a pour but d'éviter certaines dérives où s'ajoutait des congés. Sur le mode de remboursement et la prise en compte des frais à rembourser aux agents, c'est effectivement le décret de 2006 qui reste en vigueur et qui doit s'appliquer et que l'agent comptable fera appliquer.

**Le Président** répond aux interrogations sur le prolongement d'une mission qui n'est pas une problématique sur l'autorisation, mais qui n'est simplement pas cadré. Il illustre par un exemple pour la recherche. Quand un enseignant-chercheur ou un doctorant part visiter un autre établissement et qu'il doit y rester trois semaines, comment faire ? Il y a des « spécificités » à voir,



d'où la distinction entre les ressources à caractère général et les autres ressources. Il précise que les ressources affectées sont majoritairement des ressources « recherche » et s'agissant des ressources propres, elles sont essentiellement des ressources « formation ». Dans ces deux cas, l'idée est de laisser l'appréciation morale aux ordonnateurs délégués. Par contre, sur les ressources à caractère général de l'établissement, la demande du comité technique d'établissement est de mettre tout le monde sur un plan d'égalité. Cela n'empêche pas de valider cette position et de poursuivre le débat pour une proposition plus globale.

**Monsieur Viale** n'est pas opposé à l'établissement d'un cadre. Il explique que là où il a voulu strictement encadrer une mission, il est finalement parti plus tôt pour des raisons économiques pour le département, ce qui représente 600 euros d'économie. Dans un autre cas, les déplacements se font par le biais de la famille, donc l'établissement n'a pas eu à prendre en charge ces frais. Il reconnaît qu'il peut y avoir des abus dans l'établissement, mais parfois, sortir du cadre ne correspond pas automatiquement à un abus. A son sens, la demande collective, c'est d'avoir un jugement éclairé sur la situation en fonction du cadre et de la raison pour laquelle il est possible de sortir du cadre.

**Le Président** souligne être dans ce cas sur un plan moral. Certaines missions sont un peu longues pour des rendez-vous au national qui doivent normalement durer une ou deux journées. Il fait part d'une demande récente d'un collègue qui souhaitait partir trois semaines. Il considère qu'à l'heure où chaque euro investi doit être justifié, *est-ce qu'on peut se le permettre ?* Beaucoup d'agents prennent l'argument économique en disant que cela réduit la charge pour l'établissement. Toutefois, cette absence en dehors de l'obligation professionnelle est problématique.

**Le DRH** demande un éclaircissement sur ce type de situation s'agissant de la responsabilité, puisque l'ordre de mission couvre une certaine période. Le fait de prolonger qui prend la responsabilité en dehors de la mission.

**Le responsable du SAJC** répond que seul l'ordre de mission couvre le déplacement, donc l'agent dans le cadre de sa mission. En dehors de l'ordre de mission, c'est de sa responsabilité personnelle.

Le Président soumet aux voix, conformément à la demande du comité technique d'établissement de l'élargir à toutes les missions sur recettes à caractère général. C'est-à-dire pas uniquement celles gérées par le service formation, les structures internes continueront à gérer leurs missions. Il précise que l'écriture de la note sera revue selon ce principe.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Nombre de voix	pour	18	contre	0	abstention(s)	8

#### **Point n°18. Demande de remise gracieuse – débet agent comptable.**

*Rapporteur : Directeur des finances et de la comptabilité.*

La responsabilité des agents comptables est mise en cause notamment par le juge des comptes, que ce soit la Cour des comptes ou les Chambres régionales des comptes, selon la catégorie des agents comptables concernés. Au cours d'une procédure contradictoire qui est décrite par le Code des juridictions financières, dans le cas où un agent comptable est mis en débet par un jugement de la Cour des comptes, il a la possibilité de demander une remise gracieuse. Cette demande de remise gracieuse est présentée auprès du ministre du Budget qui, avant de se prononcer, va demander l'avis à la fois du ministère de tutelle, à la fois l'avis de l'ordonnateur et à la fois de l'avis de l'assemblée délibérante du conseil d'administration.

Monsieur Robreau, précédent agent comptable, avait été mis en débet par un jugement de la Cour des comptes au titre des exercices 2007 à 2009 pour la somme de 648 euros. Il s'agissait de chèques sans provision qui avaient été comptabilisés un an avant son arrivée, mais il n'a pas pu assurer le recouvrement des impayés. La Cour des comptes l'a donc mis en débet pour cette somme et il a sollicité une remise gracieuse auprès du ministre des Finances

Le DFC porte à connaissance d'autres éléments qui sont le fait que la loi de 2011-1978 du 28 12 2011 prévoit que la remise gracieuse est totale pour l'agent comptable, y compris lorsqu'il y a préjudice pour l'établissement ou la collectivité en cas de décès du comptable. Entre-temps Monsieur Robreau est décédé. C'est aujourd'hui à ses ayants droit qu'il revient de rembourser cette somme. Il ne bénéficie pas de cette loi de 2011 puisque le jugement de la Cour des comptes est antérieur. Il propose aux administrateurs d'émettre un avis favorable à cette demande de remise totale gracieuse.

**Le Président**, compte tenu de la situation très particulière de Monsieur Robreau qui se répercute sur ses ayants droit, répond favorablement à cette demande, à laquelle l'établissement est très sensible.

Le Président procède au vote.

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				26		
Nombre de voix	pour	26	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°19. Avenants grilles tarifaires 2019-2020 – IAE et SUFP.**

*Rapporteur : Vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.*

##### **a. IAE**

La première modification concerne l'IAE qui propose un DU méthodologie des sciences de gestion. Ce diplôme permet aux personnes qui le souhaitent de se préparer à une inscription en doctorat et pour faciliter cette inscription pour les publics individuels payants, il est proposé à un tarif de 500 euros, qui est inférieur au tarif antérieurement appliqué.

##### **b. SUFP**

La mise en place d'une formation continue de deux journées, en partenariat entre le SUFP et l'Institut Indien Océanique du Numérique relative à une formation « ville intelligente ». Cette formation est proposée à 1 200 euros pour les deux journées de formation.

*Le Président soumet aux voix.*

<b>Résultat du vote</b>						
<b>Vote à</b>	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				22		
Nombre de voix	pour	22	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°20. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président**

*Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.*

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les conventions devant être approuvées par le conseil d'administration.

Le Président soumet aux voix les conventions pour approbation :

- 5 conventions "hors recherche" ;
- 5 conventions « recherche ».

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				22		
Nombre de voix	pour	22	contre	0	abstention(s)	0

#### **Point n°21. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche pour information**

*Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.*

Le responsable du SAJC présente les 59 conventions pour information.

#### **Point n°22. Visite HCERES et NOF 2020-2024.**

*Rapporteur : Président du conseil académique et Vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.*

Deux documents sont portés à la connaissance des administrateurs : les rapports définitifs de la nouvelle offre de formation (NOF) et de l'évaluation institutionnelle, suite aux visites *in situ* des différents comités Hcéres.

#### **Le rapport définitif de la NOF :**

- **Les quatre points forts** : la participation des étudiants à la vie de l'établissement qui traduit le dynamisme de la communauté étudiante, une activité de recherche axée sur des thématiques spécifiques du territoire, un fort soutien des collectivités territoriales et une forte implication des organismes de recherche et du CHU dans la politique de l'établissement, et enfin des relations internationales dynamiques ;
- **Les points faibles** : une gouvernance affaiblie par le manque de personnel d'encadrement et de distinction entre les fonctions politiques et opérationnelles, une absence de système d'information qui prive l'établissement de données de pilotage stables et fiables, une démarche qualité inexistante. Ces points faibles pénalisant l'ensemble des missions de l'université.
- **Les recommandations** : poursuivre une démarche d'apaisement et de rassemblement d'une communauté qui a connu de fortes tensions internes ces dernières années, conduire à son terme l'analyse des principales faiblesses de l'établissement dans sa gouvernance et son pilotage, et accentuer les mesures mises en œuvre pour y répondre. Diversifier et rationaliser les financements propres et renforcer les compétences internes en s'appuyant sur la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Et enfin, mieux définir la politique de l'établissement en matière de positionnement international.

**Monsieur Manant** cite deux phrases concernant le rapport Hcéres :

- page 27, au chapitre intitulé "vie étudiante" : « la vie étudiante à l'université de La Réunion bénéficie d'un tissu associatif dynamique, *ce qui est vrai*, et d'une bonne articulation avec les représentants étudiants élus, *ce que je conteste*.
- page 29, au chapitre 3, "participation des étudiants à la gouvernance" : "Les étudiants élus sont bien intégrés à la gouvernance de l'université de La Réunion. [...] L'équipe de direction dans son ensemble apparaît à l'écoute et à la disposition des élus étudiants."

Il regrette d'avoir été écarté en sa qualité d'élus étudiant. Il fait savoir qu'il était vice-président du CROUS durant les deux premières années de l'actuel mandat et a été élu national au CNOUS. Il souligne avoir été la première personne dans cette instance à être un élu national.

Sur la citation du rapport à : "l'équipe de direction est à l'écoute et à la disposition des élus étudiants", il rappelle être élu à l'université depuis trois ans. Après des sollicitations à l'équipe présidentielle, il fait remarquer qu'un seul membre a répondu à ses sollicitations, Monsieur Gilles Lajoie. Il termine en disant avoir certaines réticences pour la mandature à venir. *Il ne souhaite pas que les prochains élus étudiants soient victimes de ce qu'il appelle une véritable ostracisation, à son sens.*

**Le Président** répond qu'il est question de faire un état du rapport qui a été écrit par le Hcéres. L'établissement ne fixe pas le calendrier, ni les interlocuteurs. Ce sont des experts qui viennent et réalisent une évaluation qui respecte la charte européenne qualité. Les propos émis sont la qualification faite de la prise en charge de la vie étudiante, de la considération aux élus étudiants par l'établissement de façon générale avec une vision globale, à l'échelon des établissements. Il pense qu'en tant qu'élu étudiant, il peut être fier et satisfait, que des experts objectifs et extérieurs à l'établissement indiquent à l'université de La Réunion que ces éléments sont pris en compte.

**Monsieur Manant**, sauf erreur de sa part, considère que c'est une version de ce qui se passe « peut-être » à l'université. Il termine en disant ne pas se sentir respecté en raison de son appartenance syndicale qui est *la première organisation en France, majoritaire au CNESER et au CNOUS.*

**Le Président du Conseil académique** ajoute qu'à aucun moment, il n'a été question d'ostracisme le concernant. Il rappelle être dans une gouvernance bicéphale et quelles que soient les demandes formulées, il sera toujours présent et continuera à l'être.

#### Le rapport définitif de la NOF :

Sur le projet de la nouvelle offre de formation, le rapport provisoire du Hcéres a reçu des avis favorables, des avis retenus et des avis défavorables pour ce qui concerne les différentes mentions de l'établissement, suite à la visite du Hcéres et des rencontres avec les responsables pédagogiques, les responsables de formation et les directeurs de composantes sur chacun des deux champs, « cultures, territoires et sociétés plurielles dans l'Océan Indien » et « sciences technologie santé en environnement tropical ». Il y a eu de longs échanges avec les experts du Hcéres qui, ont annoncé qu'ils allaient émettre pour l'ensemble du projet NOF 2020-2024, soit un avis favorable, soit un avis favorable avec recommandation.

**Les recommandations** sont de définir les objectifs pédagogiques de la formation, vérifier l'articulation emploi-formation, vérifier le pilotage de la formation, suivre les apprenants inscrits en formation, et les diplômés une fois qu'ils quittent l'université de La Réunion.

Suite à cette visite et à l'obtention du rapport définitif, il a été mis en place pour chacun des deux champs, des COTECH qui réunissent les responsables de formation. Ces comités techniques travaillent sur différents chantiers : finaliser les maquettes, travailler sur les articulations entre les anciennes et les nouvelles maquettes.

L'objectif est de faire en sorte que les maquettes soient finalisées et présentées au vote des instances, à commencer par la commission de la formation et de la vie universitaire le 04 février 2020, laissant ainsi le temps aux équipes pédagogiques de communiquer auprès des différents acteurs sur le territoire.

#### **Point n°23. Protocole de préfiguration du campus des lumières.**

*Rapporteur : Président.*

L'établissement a de nombreux partenaires, dont des entreprises privées ou des institutionnels. Ces différents partenariats et discussions ont fait prendre des positions à l'île Maurice en particulier, avec la mise en place d'un campus international faisant intervenir des établissements français. Suite aux interactions avec le Président du conseil académique et le Président de l'université, ils ont fait en sorte que la position de l'établissement soit relativement ferme pour

dénoncer la mise en place d'un campus international sans l'université de La Réunion, et sans le territoire réunionnais qui représente la France de l'Océan Indien. Ces différentes discussions ont mené à une prise en considération de cette thématique localement. L'établissement a été sollicité par le groupement Station'R qui regroupe CBo Territoria, Medialight et la société Orika, qui sont également accompagnés par les institutionnels tels que la région, la CINOR et la CIREST pour développer localement le territoire réunionnais.

C'est un campus à très forte visibilité internationale destiné à attirer les talents et promouvoir les échanges au niveau de l'enseignement supérieur, en particulier dans la zone Océan Indien. Les discussions se sont accélérées avec la venue du Président de la République, puisque des contacts avaient été pris au plus haut niveau. L'établissement a pu signer un protocole d'accord pour l'étude de préfiguration d'une potentielle coopération public privé pour la mise en place de ce campus des Lumières avec le groupement indiqué en amont, les institutionnels et une dizaine d'écoles privées locales.

Le groupement stationnaire a pour objectif de faire sortir de terre un campus de 25 hectares qui regrouperait l'ensemble des services des apprenants et qui permettrait que le territoire réunionnais soit visible à l'échelon international et soit très attractif. Il prévoit 8 000 étudiants à 10 ans sur un campus international ciblant des secteurs comme le digital et la communication, biotech et santé, le management et l'économie circulaire, des secteurs très identifiés qui permettraient que ces jeunes puissent se former à La Réunion.

Le groupement global constitué doit définir un cahier des charges de ce campus pour s'entendre sur le modèle économique et articuler l'ensemble des activités des différentes écoles. Il précise être à une étape de préfiguration.

Les discussions sont en cours et devraient sous un horizon de six mois à un an, voir se décliner un cahier des charges et voir s'il y a une potentialité de réalisation de ce campus des Lumières. Il déclare que ce dossier avait été initié par le privé sans que l'établissement puisse être dans la boucle et fait référence au campus international type Médine à l'île Maurice.

Selon ses propos, fort heureusement, les différents interlocuteurs ont bien eu conscience que l'université de La Réunion sur ce territoire est un acteur incontournable dans ce domaine. Les acteurs institutionnels ont joué leur rôle pour faire en sorte que l'université de La Réunion soit réellement sur un partenariat équilibré.

Vu l'accélération sur ce dossier, il explique n'avoir pu informer que quelques personnes. Tout comme les autres partenaires, chacun dans leur champ de compétence apporte leur expertise d'un point de vue pédagogique. Les entreprises privées ont leur champ de compétence qui consiste à être des bâtisseurs et à mobiliser des financements qui sont exclusivement privés.

Financièrement, il s'agit de 500 millions d'euros avec des levées de fonds pour créer l'environnement qui permettrait aux différents acteurs de développer leur pédagogie, leur enseignement supérieur dans une logique de complémentarité et de cohérence globale.

**Madame Wallian** regrette, tout d'abord, que la communauté universitaire découvre cet élément majeur dans la stratégie de l'établissement par voie de presse. Elle signale que ces points sont abordés, à un moment où il n'y a plus personne, c'est-à-dire à 17h40, dans le point numéro 23. Elle constate que c'est un point d'information, où il n'y a pas de débat. Au regard de la proximité de la NOF telle qu'elle a été conçue, elle demande : *a-t-on simplement étudié les points de jonction et de redondance en termes de marché entre les différents axes proposés par le Campus des Lumières et l'offre de formation de l'établissement public ?*

Elle considère que 8 000 étudiants seront siphonnés. *Est-ce qu'on peut se permettre ce luxe en termes de bassin non seulement d'emplois, mais aussi d'étudiants, sachant qu'on arrive déjà à avoir du mal à absorber les étudiants du territoire ?* Elle se dit assez surprise de cette stratégie qui consiste à mettre la communauté devant le fait accompli, au motif qu'il y a une urgence et un



enjeu stratégique. *Quel va être l'engagement réel en termes de moyens, sachant que les dotations de l'établissement ne sont pas extensibles et sont a priori allouées pour les étudiants inscrits à l'université de La Réunion ?*

**Le Président** pense que les questions posées sont trop prématurées, à ce stade. Il rappelle qu'il s'agit d'un protocole d'accord pour la préfiguration. C'est un point de départ de discussion, où les éléments de réponse interviendront ultérieurement. Quand il est question de 8 000 étudiants, ce seront des étudiants composés des différents établissements qui sont mentionnés y compris étudiants de l'université de La Réunion qui seront valorisés dans ce campus.

**Madame Wallian** reproche être dans le privé, puisque c'est Station'R qui a lancé le projet. Elle pense que l'université s'est raccrochée pour pouvoir dire qu'elle existait d'après les explications données en amont. *Station'R va exiger combien pour avoir le droit de mettre son logo en bas des amphithéâtres ?*

**Le Président** dit que c'est une vision décalée de la réalité des discussions. Station'R ne demande aucun financement. Station'R met les financements. Il sait construire, a du foncier, sait lever des fonds. Par contre, il ne sait pas faire de la pédagogie et gérer des étudiants. Il s'agit de travailler ensemble dans le cadre d'un modèle original et mettre en commun les compétences dans un objectif ambitieux partagé.

**Monsieur Chabriot** est tout d'abord, surpris par la notion « d'école », car il estime que cela ne correspond pas à son référentiel. Puis, la comparaison à Médine est pour lui, un autre problème, car c'est le développement d'un campus privé, où les standards lui semblent différents. Il se met à la place d'un étudiant réunionnais et demande s'il vaudra mieux être diplômé du Campus des Lumières ou de l'université de La Réunion.

**Le Président** répète que la question ne se pose pas, car le Campus des Lumières n'est pas la nouvelle EPSCP créée sur le territoire, c'est une collaboration entre les établissements. La diplomation restera au niveau des établissements. Par contre, il sera développé en partenariat à très forte visibilité internationale. Les étudiants locaux n'auront pas un double choix puisque cela sera lisible en termes d'éléments de cahier des charges qui sera ensuite décliné.

**Madame Bourmaud**, sur le partenariat équilibré, relève quand même 500 millions d'euros de financement, où l'établissement ne peut pas être à la hauteur du partenariat financier. Elle estime qu'un modèle privé ne fait pas cela de manière humaniste. *Qu'est-ce qu'il y a en retour ? Est-ce qu'à terme, il s'agit d'une université imbriquée avec le Campus des Lumières ? Est-ce qu'à terme, c'est un seul conseil d'administration qui fait intervenir les différents membres de ce campus ?* Pour terminer, elle demande s'il est possible d'avoir le protocole d'accord.

**Le Président** répond qu'il pourra apporter les éléments de réponse dans huit à dix mois. Il n'y a pas de conseil d'administration qui viendrait supplanter le conseil d'administration de l'université car elle est autonome.

Il précise que c'est un partenariat comme il se fait déjà avec d'autres structures, sur d'autres champs, comme les grands organismes de recherche, par exemple. Le corollaire est d'éviter que ce soit finalement d'autres établissements qui supplantent l'université.

**Monsieur Viale** fait part de son expérience dans la vente et dans des secteurs concurrentiels. C'est une entreprise privée qui doit dégager des bénéfices. Il pense que ces entreprises privées craignent aussi finalement l'établissement qui représente lui aussi des centaines de millions d'euros. L'université de La Réunion peut considérer en termes de faiblesses le manque de moyens et la production des formations à très bas coût.

A la question, s'il y aura un siphon, il pense qu'il y aura quand même une difficulté d'aller à l'affrontement avec ce campus et qu'il faudra la gérer comme une relation commerciale. L'établissement a les moyens de se faire respecter et a aussi ses caractéristiques qui le protège.

**Le Président du Conseil académique** revient sur cette question qui a été débattue avec les membres de la commission de la recherche en questions diverses. Il pense que le cas Médine avait eu des prises de position au plus haut niveau de l'État pour réagir. Effectivement, à 250 kilomètres de La Réunion, il y a « l'International Campus for Sustainable and Innovative Africa » porté par le groupe Médine qui attirait de nombreuses écoles. A aucun moment, l'université de La Réunion n'a été conviée pour siéger autour de la table dans ce projet Médine. Actuellement 43 % des étudiants étrangers en France sont d'origine africaine. Cela représente pour toute la jeunesse des élites africaines, un potentiel qui fait rêver l'île Maurice et les entreprises locales. Si ce projet se concrétise dans dix ans et si l'université de La Réunion n'était pas présente dès le premier cahier des charges de la préfiguration, que serait-il advenu ? Sur la dimension de stratégie immobilière, les 500 millions d'euros, c'est aussi de l'immobilier pour accueillir les étudiants et leurs familles (projet de campus Médine à l'île Maurice). Il entend bien les craintes des uns et des autres et précise qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de considérer que l'université sera siphonnée.

**Monsieur Viale** souhaite comprendre et évoque d'autres aspects qui arrivent sur les plateformes privées de formation en ligne américaine. Des offres sont dirigées vers les structures privées, de fournir « clé en main » des cursus de cours.

**Le Président du Conseil académique** acquiesce et prend un autre exemple. Sur la préparation du concours PACES les étudiants les plus fortunés faisaient à la fois la préparation PACES avec l'université de La Réunion quasi gratuite et pour 15 000 euros la formation dans le privé. Comme l'officine privée demandait le numéro des étudiants, ils se connectaient et récupéraient absolument tous les contenus. Cela s'appelle « siphonner ».

La réforme de santé posera d'autres problèmes en termes d'effectifs et de flux, mais dans tous les cas ce système a vécu et c'était une dépense d'argent public pour financer des officines privées pures et dures. C'est typiquement ce qu'il faut éviter dans un grand modèle républicain de l'enseignement supérieur.

*Pensons des partenariats, le cas échéant, des partenariats publics privés, et il rappelle l'acronyme, IP pour « insertion professionnelle » qui se fait pour les doctorants à 90 % dans le privé, 10 % dans l'emploi public par exemple. Pour tous ceux qui sont en licence et maîtrise, master désormais, il vaut mieux penser à l'insertion professionnelle, le plus tôt possible.*

**Le Président** explique que l'intégration dans ce protocole est une étape qui permet d'être acteurs de ce qui va se passer. A titre personnel, il dit ne pas être inquiet et rejoint les propos de Monsieur Viale. Station'R est un groupement en recherche d'un modèle économique qui leur permet d'être rentable. Ce modèle s'appuiera sur des questions de défiscalisation par exemple, donc de modalités qui leur permettent de dégager de la marge. Si ce dossier est incohérent à ce que souhaite l'État, il n'y aurait pas de possibilité de le mettre en œuvre. L'université de La Réunion est en interaction avec le ministère, la CPU et tous les grands organismes.

#### **Point n°24. Projet de téléphérique urbain de la CINOR.**

*Rapporteur : Président.*

Une réunion a eu lieu au niveau de la préfecture par le secrétaire général qui a associé la CINOR et l'université de La Réunion, pour discuter de la situation et voir comment progresser. Aujourd'hui, la déclaration d'utilité publique n'a pas été rendue. La CINOR reste sur une position de survol de l'établissement qui prendrait appui du côté du CROUS et passerait sur l'amphithéâtre Comerson, sur l'amphithéâtre 550, sur le gymnase et rejoindrait l'autre partie du campus.

Les problématiques qui se posent sont : les nuisances, la sécurité et les questions liées à des servitudes de passage et d'utilisation des espaces pour l'entretien de l'équipement.

Initialement, la position ferme de l'établissement était contre le tracé. La proposition de la CINOR a été de la décaler au-delà des amphithéâtres plutôt que sur la partie parking. Compte tenu du fait que les marchés et les opérations ont été lancées pour la CINOR, ce n'est pas envisageable, puisque cela induit la fin et le redémarrage du marché qui n'est pas possible.

La seule proposition qui a été faite, à ce stade, est celle d'un rehaussement de la ligne de 4 à 5 mètres au-dessus, pour limiter les nuisances. L'exploitant de cette ligne et des infrastructures seraient responsables en cas d'accident, au même titre que le responsable de l'emprise foncière. Si demain, une pièce de ce téléphérique tombe sur une personne au sein du campus, c'est de la responsabilité conjointe de l'opérateur et du Président de l'université.

Sur l'impossibilité de développement du campus (une vingtaine de mètres de large), à long terme, il ne sera pas possible de construire en hauteur sur le tracé de ce téléphérique. Il a été demandé à la CINOR, de voir de quelle manière une compensation pourraient être apportée à l'université sur cette perte de jouissance. Ce qui a été proposé est une préemption d'un terrain à l'entrée du rectorat où est situé le parking et le restaurant. Ce terrain qui fait 6 000 mètres carrés et pourrait être préempté pour l'établissement en vue de la perte de cette jouissance de l'espace universitaire.

Il était prévu une autre réunion d'ici quinze jours avec la préfecture pour échanger sur les questions de sécurité et de sûreté liées au survol du campus, car l'analyse technique interdisait le déplacement et le décalage de la ligne.

Pour conclure, soit il y a des mesures de compensation, soit la démarche deviendra un peu plus compliquée.

### **Point n°25. Questions diverses**

Huit questions diverses de Madame Wallian :

**1. Suite à porter à la publication du rapport IAE.** *La note de synthèse transmise fait apparaître que l'IAE est blanchi des accusations portées par le journal JIR. Celles-ci sont désormais qualifiables de calomnies et relèvent du harcèlement en raison de la réitération des attaques publiques, lesquelles rejaillissent sur l'image de notre établissement : elles méritent réparation avant clôture du dossier. Aussi, je sollicite officiellement par la présente l'université de La Réunion, en la personne de son Président et avec appui de la DAJ, pour qu'elle porte plainte pour calomnie et pour harcèlement envers ce journal et exige des dommages et intérêts ainsi qu'une annonce publique démentant les mensonges.*

Le Président : L'établissement a donné suite aux préconisations du rapport. Le premier constat est une vraie problématique de confidentialité au sein de l'établissement et du respect de la réglementation concernant les données personnelles. Les inspecteurs de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) ont signifié que c'était la première fois nationalement, qu'ils voyaient une telle situation et ont clairement pointé du doigt le dysfonctionnement en interne. Des collègues fonctionnaires au sein de l'établissement ne respectent pas leur devoir de réserve et de discrétion. Sur cette problématique, un chargé de projet charte et commission de déontologie a été nommé.

Le deuxième élément qui ressort concerne les dysfonctionnements de l'IAE. La retranscription faite dans la presse a été exagérée par rapport aux constats.

Le troisième élément est de mieux structurer et organiser pour que les fonctions, notamment ressources humaines et juridiques soient mieux portées à l'échelle de l'établissement, pour l'ensemble des composantes.

Sur la question : « est-ce que l'établissement va porter plainte pour calomnie et harcèlement envers le journal ? » Il a eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet lors du CHSCT. Il a été convenu avec l'IAE de tout faire pour sortir de cette situation, ce qui est le cas. La logique initiale était celle d'une communication positive sur le mode de fonctionnement de l'établissement, son activité, ses résultats, ses projets, ses talents. Donc la réponse est clairement non. Prendre le risque d'attaquer un journal sur ces éléments et de perdre, puisque les éléments sont factuels, c'est

exposer tout l'établissement à ces pratiques qui sont absolument déplorables. Le rôle de l'équipe présidentielle est de protéger l'établissement.

**2. Point d'information sur l'ESIROI.** *De toute évidence, le Cabinet de Psychologie du Travail (?) constitue une réponse inadaptée au drame vécu par les personnels. Le Président compte-t-il saisir l'IGESR pour qu'un examen et une analyse de la situation sociale par une instance publique qualifiée puisse doter l'université d'un rapport aussi impartial que celui le rendu précédemment pour l'IAE ? En outre, compte-tenu des plaintes pour harcèlement la Commission Disciplinaire des personnels sera-t-elle saisie ?*

Le Président : le CHSCT a préconisé collectivement une démarche de médiation. Celle-ci est en cours, et comme précisé au directeur et à l'ensemble des personnels, elle sera menée prioritairement.

Sur la question de saisir l'IGESR sur la situation de l'ESIROI n'est pas d'actualité, mieux vaut privilégier la médiation plutôt que de reproduire la situation de l'IAE, dont les problèmes n'ont pas été complètement résolus.

Sur les questions de saisine de la commission disciplinaire, il rappelle les textes sur le sujet. L'ESIROI est une école interne de l'université (article L713-9 du code de l'éducation). Les personnels sont sous l'autorité du directeur. Le directeur n'a pas saisi la commission disciplinaire contre les personnels.

Sur la qualification du harcèlement moral, seules les juridictions peuvent donner cette qualification. La principale problématique dans la situation de l'ESIROI est, selon lui, le contradictoire qui n'a pas eu lieu et c'est ce qu'une juridiction demandera. Aujourd'hui, malgré ses demandes, ce contradictoire n'est pas réalisé par le directeur de la composante, ni par la délégation syndicale qui s'est saisie du sujet.

**3. Bilan social DRH.** *Chaque année, le Bilan social de l'année précédente était publié l'année suivante. Quand le Bilan social 2018 de la direction des ressources humaines, très attendu en la circonstance, sera-t-il rendu public ?*

Le Président : La question du rapport, qui n'est pas le rapport moral, comme évoqué au bureau de l'établissement, mais le bilan social, sera transmise au conseil d'administration dans les plus brefs délais.

**4. Les cabinets Cform & SJA ont été saisis d'une enquête diagnostic sur l'état des services.** *Plusieurs questions : quelles sont les fiches de missions assignées à ces cabinets ? ; quand leurs livrables seront-ils rendus publics ? ; quels sont les montants des devis de leurs prestations ? ces cabinets ont-ils été sélectionnés par la commission des marchés ? quels sont les bénéfices attendus de leurs travaux ?*

Le chargé de mission CQVT : Les missions assignées au cabinet ont été définies en coconstruction en groupe de travail avec des représentants des organisations syndicales dans le cadre d'un marché. Il consiste en une réalisation d'un diagnostic approfondi d'évaluation des risques psychosociaux et la mise en place d'un plan d'action afin de répondre à des dispositions applicables nouvelles dans le cadre des RPS, à l'appui de l'accord-cadre de la DGAFFP d'octobre 2013 et de la circulaire de mai 2014. Il y a eu en réponse, une commission des marchés qui a répondu à l'ensemble des offres.

Une enquête quantitative a été réalisée et l'enquête qualitative est en cours. Des premiers éléments de synthèse en lien avec l'enquête quantitative ont été présentés en CHSCT du 31 octobre 2019 et seront communiqués par le cabinet SEFORM.

Fin janvier 2020 aura lieu la restitution d'un diagnostic complet et des pistes d'action qui en découleront avec les membres du comité technique d'établissement et les personnels référents

concernés et répartis sur l'ensemble des sites universitaires. Le plan d'action sera présenté aux instances au mois d'avril/mai 2020.

Le montant du marché public est de 49 320 euros hors taxes qui correspond à l'enveloppe fixée initialement dans le cadre du marché. Les critères établis par la commission des marchés étaient l'adéquation de la prestation proposée par rapport à la pertinence de la méthodologie d'accompagnement, l'expérience en accompagnement de ce type de structure, le coût de la prestation, la durée détaillée de la prestation au regard des attendus. Ces éléments ont permis de sélectionner des acteurs qui connaissent le territoire et ont une expérience particulière dans cet accompagnement sur les risques psychosociaux au niveau académique.

**5. Un nouveau recrutement au Pôle Recherche.** *Afin d'expliquer aux administrateurs et aux chercheurs le sens de ce recrutement, je sollicite le schéma d'organisation de ce pôle ainsi que le projet du pôle (organigramme complet, structuration du financement -CQ, prélèvement sur crédits de recherche-, part des personnels affectés selon les catégories, masse salariale affectée depuis 4 ans et à venir, origine des fonds de recherche) et que coûte ce nouvel emploi en coût consolidé?*

Le Président du Conseil académique affiche un organigramme actualisé du pôle recherche et le commente. Sur le nouveau recrutement, il cite Monsieur Damien Guimond, contractuel à la cellule ingénierie de projet. Le pôle recherche dispose actuellement de 13 ETP.

De plus, un appel à candidatures a été lancé en septembre 2019 pour le recrutement d'un nouveau responsable administratif au pôle recherche.

Un focus est fait sur le budget du pôle recherche s'élève à 139 100 euros et détaille les postes de dépense : la cellule ingénierie de projet, la valorisation contenant les presses universitaires Indianocéaniques, le financement du plateau du pôle recherche, la médiation scientifique créée en 2016, les instances et les déplacements des agents, du vice-président et de la vice-présidente présente sur une année.

Madame Wallian demande s'il est possible de mettre en ligne l'organigramme pour permettre aux chercheurs d'avoir une lisibilité sur le pôle.

Le Président du conseil académique acquiesce et précise que les chercheurs le savent puisque Monsieur Guimond a rencontré les laboratoires. Puis, Madame Letellier ne cesse de communiquer avec les composantes et l'ensemble des collègues pour participer aux divers événements. Le pôle recherche est un service qui fonctionne comme tous les services avec un budget, mais il ne prélève pas sur les programmes de recherche. Il termine en disant qu'à sa connaissance, les frais de gestion ne sont pas fléchés au pôle recherche.

La VPCA-RV ajoute quelques éléments sur ce service dont elle hérite depuis peu. Ce pôle apporte beaucoup à l'institution, et tourne essentiellement avec des contractuels, y compris sur le poste de responsable administratif, puisque c'est actuellement, Monsieur Lee-Ching-Ken qui occupe ce poste par intérim, dans l'attente du recrutement qui sera également un poste de contractuel. Elle tient à souligner la bonne volonté de l'ensemble de ces personnels.

Elle ajoute que le rapport Hcéres a indiqué très nettement qu'il fallait un personnel supplémentaire au pôle recherche, et en particulier pour la médiation scientifique. Cela engendre de la publicité scientifique qui est une bonne communication pour les financements.

**6. Création du Campus des Lumières.** *En quoi consiste l'engagement financier, logistique et humain de l'Université de La Réunion dans ce nouveau partenariat? Quelles sont les opportunités et menaces de cette création pour l'Université? La participation de l'Université a-t-elle fait l'objet d'une présentation, d'un débat et d'un vote dans une instance ? Si oui, laquelle/lesquelles ? Si ce n'est pas le cas, pour quelles raisons ?*

Cf. point numéro 23 inscrit à l'ordre du jour.

**7. Je sollicite un état des salaires hors grilles** et l'évaluation de leur coût pour l'établissement. Par ailleurs, quelles sont les instances ayant permis de définir les salaires associés ?

Le Président dit qu'il sera possible de faire un état mais de façon globalisée car il s'agit des données personnelles. Ces salaires hors grille sont pour une majorité sur ressources propres réaffectées.

**8. Le téléphérique de la CINOR passant sur le Campus du Moufia.** Comme la question avait été évoquée lors d'une fin de CA mais est débattue dans les media, serait-il possible de faire un point d'actualité pour informer les usagers, personnels et administrateurs de l'état de ce projet vivement réprouvé par Monsieur le Président de l'Université ?

Cf. point numéro 24 inscrit à l'ordre du jour.

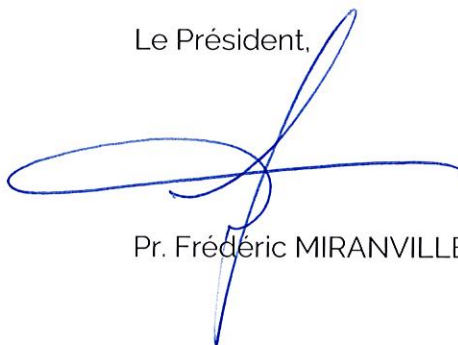
L'ordre du jour étant épuisé, Le Président adresse ses remerciements aux participants et clôture la séance à 18h31.

La secrétaire de séance,



Tatiana LEBEAU

Le Président,



Pr. Frédéric MIRANVILLE